

Vous!

par Macif

Engagement | Territoires | Solidarité | Climat



(P)réparer le futur



Léna M. sociétaire a dit :

“Prendre soin de Sweetie, c'est un vrai budget.”

On vous aide à retomber sur vos pattes, Léna.

Assurance Chien Chat

Jusqu'à 2000 € de frais remboursés par an*



La Macif,
c'est vous.

*Les garanties sont accordées dans les conditions et limites du contrat souscrit. Sous réserve d'acceptation du risque par l'assureur.
Campagne réalisée à partir de témoignages de sociétaires Macif. Photos prises par les sociétaires.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

Vous! de l'intérieur



Notre assurance, on a tendance à y penser le moins possible. Qui dit « assurance », dit souvent « résolution de problèmes »... Et les problèmes, on les évite. Notre assureur, on préfère donc le fuir !

Mais quand on m'a proposé de participer à un atelier pour élaborer le second numéro du magazine *Vous! par Macif*, j'ai été ravie... et curieuse ! Tout d'abord parce que j'avais adoré la première édition, et puis parce qu'une marque qui donne la parole à ses clients sans les censurer, c'est tout de même rare.

Lors de cet atelier, nous avions des profils venant de tous les horizons et avec clairement peu de points communs. On aurait pu s'attendre à du grabuge autour de la table. Pourtant, et j'en ai été surprise, les échanges ont été constructifs, avec des débats, des désaccords, mais beaucoup de rires aussi. Quelques amitiés sont même nées ce jour-là (Mehdi, si tu me lis...). Peut-être parce qu'il y avait un truc qui nous rassemblait : l'envie de raconter la France, la vraie, avec ses fractures et surtout, avec ses forces. Et puis, partager une pizza avec le Président de la Macif... what else !

J'espère que vous prendrez autant de plaisir à lire ce magazine que nous en avons eu à le coréaliser, parce que c'était quand même un sacré boulot, qui a nécessité un peu de jus de cervelle.

Une chose est sûre, cette belle expérience avec les équipes de la Macif et de So Press restera dans ma mémoire, et je ne penserai plus à mon assurance de la même manière !

Déborah Larue, sociétaire de la Macif



Participez à l'aventure *Vous! par Macif*

Vous avez des idées, des remarques, des envies pour le prochain numéro de mai 2025 ?
Nous restons à votre écoute.

Vous préférez lire votre magazine en ligne ou vous désabonner ?

Dans les deux cas, il vous suffit de scanner ce QRcode !



Ce tampon indique les sujets proposés par les sociétaires

Sommaire

P.6

Le jeu de l'oie verte

P.8

24 infos à connaître sur les Jeux olympiques

P.10

L'entraide à travers les âges

P.12

Retraités et heureux

P.16

Transmission d'entreprise en France, pourquoi c'est complexe

P.20

Charlotte Yven et Xavier Beauvois à l'assaut du Vendée Globe

P.26

(P)réparer le futur

P.27

Tribune: Ensemble, protégeons le présent pour permettre l'avenir

P.28

Réchauffement climatique: l'ENS à la recherche de solutions

P.32

La frontière verte

P.38

La lente réduction de la fracture numérique

P.42

Vers un futur intergénérationnel

P.48

La transition écologique pour vaincre le décrochage scolaire

P.54

Réenchâter les campagnes en déclin

P.58

Portfolio: Le ciel, le soleil et la mer

P.65

Face à face: Lauren Rembi et Coraline Bergeron

P.70

Grand entretien: Noémie Merlant

P.76

Une vie en BD: Ursula, une femme résiliente



Le 7 octobre 2023, les sociétaires de la Macif, les élus, les équipes de So Press et celle de la Macif ont travaillé tous ensemble à la conception du sommaire du numéro de Vous! par Macif que vous avez entre les mains.

Le jeu de l'oie verte

VOUS! par Macif

#2

DÉPART

Lance le dé et avance d'autant de cases que le nombre indiqué.

Parce que préserver la planète passe aussi par des gestes quotidiens, voici un jeu de l'oie adapté aux enfants, qui liste de façon ludique quelques réflexes faciles à adopter. Munissez-vous d'un dé et de n'importe quel objet qui pourra faire figure de pion et c'est parti!

Par Gérome Darmendrail

Illustration Khuan+Ktron

1. Pour un trajet court, tu as marché plutôt que de demander à prendre la voiture. Avance de quatre cases.

4. Tu as jeté un bocal en verre dans le bac jaune des poubelles. Recule de deux cases.

8. Tu as trié tes jouets, vêtements, livres et donné ceux que tu n'utilisais plus à une association. Rejoue une fois.

6. Pour les goûters à l'école, tu as amené ta gourde. Avance d'une case.

29. Tu t'es trop servi à manger et tu n'as pas fini ton assiette. Ne joue pas le prochain tour.

31. Avant d'acheter un objet, tu as réfléchi si tu en avais vraiment besoin et si tu allais t'en servir longtemps. Rejoue une fois.

32. Tu as jeté un papier par terre. Recule de cinq cases.

34. Tu as utilisé les deux côtés d'une feuille blanche quand tu as dessiné. Avance d'une case.

36. Tu n'as rien contre le fait qu'on t'offre un jouet ou un objet qui a déjà été utilisé. Avance de deux cases.

39. En hiver, tu as baissé le chauffage et mis un pull à la maison. Rejoue une fois.

26. Tu manges des fruits et légumes en fonction des saisons. Avance de deux cases.

25. As-tu laissé la lumière allumée en quittant ta chambre? Si oui, recule d'une case. Sinon, rejoue une fois.

41. Aux toilettes, tu as fait attention à ne pas utiliser trop de papier. Avance d'une case.

23. Tu as jeté une bouteille en plastique à la mer. Retour à la case départ!

12. Tu as arraché la branche d'un arbre. Recule de trois cases.

10. Tu es parti faire tes courses avec un sac plutôt que de prendre un sac jetable au magasin. Avance d'une case.

13. Tu as pris l'escalier plutôt que l'ascenseur pour monter moins de quatre étages. Avance de trois cases.

ARRIVÉE

Tu as gagné! Et la planète va y gagner un peu également.

16. Hier soir, as-tu pris une douche ou un bain? Si douche, avance d'une case. Si bain, ne joue pas le prochain tour.

19. Ton réveil était en panne, tu as demandé à tes parents de le faire réparer plutôt que de t'en racheter un. Avance de trois cases.

44. Tu as laissé couler l'eau pendant que tu te brossais les dents. Recule de deux cases.

45. Tu as ramassé un sachet vide sur la plage et tu l'as jeté dans une poubelle. Avance de quatre cases.

48. Tu as craché ton chewing-gum dans la rue. Recule de six cases.



24 infos à connaître sur les Jeux olympiques



1 **Les premiers Jeux**, qui se sont déroulés à Olympie en Grèce en l'an 776 avant J.-C., duraient six mois.

5 **L'aviron** est le seul sport où les athlètes franchissent la ligne d'arrivée en reculant.

2 Contrairement à ce que l'on pourrait croire, **la médaille d'or est en réalité composée... d'argent**. Son poids de 556 grammes ne comporte qu'environ 6 grammes d'or. La dernière médaille entièrement en or a été décernée en 1912 à Jim Thorpe, vainqueur du pentathlon.

6 **George Eyser** est le premier athlète à concourir avec une jambe artificielle, il gagna 6 médailles dont 3 d'or à Saint-Louis en 1904, bien avant les Jeux paralympiques.

3 **Les femmes participent aux JO à partir de ceux de Paris en 1900**. Elles sont 22 sur 997 athlètes, dans cinq épreuves qui leur sont réservées : le tennis, la voile, le croquet, l'équitation et le golf.

7 Le nageur américain **Michael Phelps** est le sportif qui a récolté le plus de médailles avec 28 trophées en quatre olympiades.

4 Première discipline mixte dès 1952, **l'équitation** est rejointe par le triathlon lors des JO de Tokyo en 2021.

8 **La Grèce, La France, l'Australie, la Suisse et la Grande-Bretagne** sont les seuls pays à avoir présenté des sportifs à chaque édition des Jeux d'été.

9 **Athènes, 1896**. Le Grec Dimítrios Loundras est médaillé de bronze par équipes aux barres parallèles à 10 ans et 216 jours. Il est toujours le plus jeune médaillé de l'Histoire.

10 **Paris, 1900**. Ce sont de vrais oiseaux qui ont été utilisés lors de l'épreuve de tir aux pigeons, qui fait plus de 300 victimes. Avec comme « champion » le Belge Léon de Lunden, qui en abat 21.

11 **Stockholm, 1912**. Le créateur des JO modernes, le baron Pierre de Coubertin introduit des disciplines artistiques. On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même et il remporte la médaille d'or de littérature.

12 **Anvers, 1920**. Le tireur suédois Oscar Swahn, couronné d'argent, détient le record du médaillé le plus âgé : 72 ans.

13 **1936**. La première compétition de basket-ball se déroule à l'extérieur sur des terrains en terre battue, qui deviennent boueux sous la pluie.

14 **Melbourne, 1956**. Comme une loi interdit d'importer des chevaux en Australie, les épreuves d'équitation se déroulent en Suède, à Stockholm.

15 **1960**. L'Éthiopien Abebe Bikila remporte pieds nus le marathon. Il est le premier athlète africain à décrocher l'or olympique.

16 **Los Angeles, 1984**. McDonald's lance une opération marketing très simple. Pour une médaille de bronze américaine, un soda est offert à chaque client, pour une médaille d'argent, une

frite et pour une médaille d'or, un Big Mac. Sauf que le boycott de l'URSS entraîne un raz-de-marée de médailles américaines, dont 83 en or. Et des pertes en millions de dollars pour l'entreprise de restauration rapide.

17 **Pékin, 2008**. Le Chinois de 2,29 m Yao Ming est le plus grand joueur de basket-ball à avoir participé aux JO et probablement le plus grand tout court.

18 **Londres, 2012**. Premiers JO où tous les pays participants envoient des femmes athlètes.

19 **Rio, 2016**. Pour la première fois, les JO sont organisés en Amérique du Sud.

20 **Sept athlètes seulement** ont été médaillés d'hiver et d'été, deux seulement en or. Seule Christa Ludinger-Rothenburger a remporté ses médailles la même année en 1988, en patinage de vitesse (or) et cyclisme sur piste (argent).

21 **La Bolivie participe aux JO depuis 1936**, mais n'a jamais gagné une seule médaille.

22 **Les premiers Jeux paralympiques** ont eu lieu à Rome en 1960.

23 **De 1900 à 1920**, le tir à la corde était une épreuve olympique, appelée « lutte à la corde ».

24 **Avant 1930**, les sauts en hauteur et en longueur étaient « sans élan ». La star en était Raymond Clarence « Ray » Ewry qui franchit 3,4 m en longueur et 1,65 m en hauteur.

TÉLEX. Festival solidaire. Solidays, c'est du 28 au 30 juin 2024 à Paris Longchamp. La Macif sera présente à cet événement annuel fondé et organisé par Solidarité Sida. Découvrez l'affiche sur solidays.org **Rock au bord de l'eau.** Du 10 au 13 juillet 2024, super affiche au festival Musilac, au bord du lac du Bourget à Aix-les-Bains. La Macif y sera. Prenez vos places sur musilac.com **50 ans de solidarité.** Un demi-siècle d'existence cette année pour le FONSIO Macif, un fonds de solidarité pour aider sur dossier les sociétaires victimes d'un sinistre non pris en charge par leur contrat. En savoir plus sur macif.fr

L'entraide à travers les âges

ANTIQUITÉ

Les premières caisses communes

Dès l'Antiquité, les premières formes de secours mutuels voient le jour. En Égypte, les caisses fraternelles regroupent notamment les tailleurs de pierre. Chez les Athéniens, certaines associations jouissent aussi de caisses communes. Pour les approvisionner, leurs membres règlent une cotisation mensuelle, destinée à offrir des secours aux victimes d'adversité.

MOYEN-ÂGE, DÈS LE IX^e SIÈCLE

Les guildes

À l'époque de Charlemagne, certains métiers – souvent des marchands – se constituent en associations. S'étant dotées de règles et de privilèges, ces « guildes » revendiquent protection aux autorités d'une Cité ou d'un État. Intrigués, les Nord-Allemands répliquent chez eux ces groupements dès le règne d'Henri 1^{er} de Saxe. Ces guildes sont aujourd'hui des associations privées.

DÈS LE XIII^e SIÈCLE

Les confréries

Au Moyen-Âge, confréries et corporations commencent à structurer les métiers de l'artisanat qualifié, instaurant des caisses de secours mutuels en cas d'accidents, de maladie ou de chômage. Des foulons, dès le début du XIII^e siècle, des ménétriers et des orfèvres parisiens au début du XV^e siècle, se montrent encore plus solidaires en réservant des lits dans des hôpitaux ou en créant leurs propres structures hospitalières.

DÈS LE XIII^e SIÈCLE

Le compagnonnage

En parallèle des confréries, se développe le compagnonnage (le terme n'apparaît que vers 1719), association entre ouvriers d'une même profession à des fins d'instruction professionnelle et d'assistance mutuelle. Au temps des cathédrales, aux XII^e et XIII^e siècles, les communautés de compagnons regroupent l'élite artisanale. Elles préfigurent les Compagnons du Devoir, célèbres pour leurs Tours de France.



En 1946, lors la réception d'une Mère des compagnons boulangers, Andrée Caillaux dite Blésoise la Bien Aimée.

FIN DU XVII^e SIÈCLE

Les « sociétés amicales »

Le XVII^e siècle voit naître dans les pays anglophones les sociétés amicales (friendly society). Dédiées à la sociabilité et à la protection mutuelle de ses membres partageant des valeurs sociales, religieuses ou politiques communes, elles sont héritières des confréries du Moyen-Âge. À une époque où la protection sociale n'existe pas, elles participent aux frais médicaux ou d'obsèques, à l'assistance des veuves et des orphelins.

Des caisses fraternelles dans l'Égypte antique aux socios de Sochaux, en passant par le compagnonnage ou les sociétés amicales britanniques, l'idéal d'entraide a pris les formes les plus variées à travers les siècles. Retour sur ces systèmes de protection et de prévoyance collectives qui ont marqué l'Histoire.

Par Pauline Ducouso

XVIII^e SIÈCLE

Les sociétés de secours mutuel

Avec la révolution industrielle, les risques au travail s'accroissent. Les associations corporatistes fleurissent à Paris et dans les grandes villes. En échange d'une adhésion libre et d'une cotisation obligatoire, chaque membre bénéficie de secours en cas de besoin. Interdites par la loi Le Chapelier de 1791, elles se développent au XIX^e siècle dans la quasi-clandestinité. Malgré cette « loi terrible » (Jean Jaurès), le mouvement ne s'essouffle pas. On dénombre près de 1300 sociétés de secours mutuels en 1830. À la veille de la Révolution de 1848, la Mutualité regroupe 250 000 adhérents.

DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE

Le mouvement coopératif

Robert Owen, riche industriel gallois, décide de mettre en pratique ses théories socialistes en améliorant les conditions de travail et de vie de ses employés dans sa filature écossaise de New Lanark. Coopérative de consommateurs, cours du soir, interdiction du travail des moins de 12 ans, création de crèches : son usine est érigée en modèle. Il développe alors des communautés autonomes de travailleurs capables de produire nourriture et vêtements. En 1824, il fonde New Harmony dans l'Indiana, une communauté régie par les principes d'égalité et d'autonomie. La communauté disparaît en 1827, en proie à des conflits internes.

XIX^e SIÈCLE

Les phalanstères

Charles Fourier, philosophe socialiste, conceptualise à partir de 1822 le principe du « phalanstère », une communauté d'individus dont les intérêts et les aspirations, le travail et la vie affective, seraient en harmonie. Ce lieu communautaire regroupe des habitations partagées, un espace solidaire, des salles publiques, une bourse, des ateliers, des réfectoires et des cuisines communes, des jardins, des crèches, etc. Il peut recevoir idéalement 400 familles (environ 2 000 membres). La ville de Condé-sur-Vesgre (Yvelines) est la première à accueillir un phalanstère. D'autres sont créés en France, en Belgique et même aux États-Unis. L'utopie fouriériste, mal comprise et même moquée, sème toutefois des graines qui annoncent les mouvements coopératifs modernes.

DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE

Les mutuelles

Dès 1817, des mutuelles, souvent agricoles, voient le jour. À partir des années 1830, des mutuelles d'assurance indépendantes se développent, refusant le modèle capitaliste d'assurance alors en cours. Après 1945, ce modèle économique alternatif séduit de plus en plus de Français. En 1960 une nouvelle société d'assurance à forme mutuelle voit le jour : la Macif. Elle protège aujourd'hui 5,8 millions de sociétaires.

2023

Les socios

Le socio est typique du football latino-américain, espagnol et portugais. Le socio est un supporter engagé dans la vie de son club, comme au Barça, au Benfica Lisbonne ou encore au FC Nantes. En 2023, le FC Sochaux, menacé de déposer le bilan, a été sauvé par ses 11 000 socios et les 770 000 euros qu'ils ont récoltés. C'est la première fois qu'un groupe de supporters intègre directement la gouvernance d'un club de football professionnel en France.



© BETTY IMAGES



RETRAITÉS ET HEUREUX

Qu'elle soit contrainte ou espérée de longue date, la retraite est un changement important dans la vie de chacun. Souvent redoutée, parfois mal vécue, elle peut être aussi une période enrichissante et joyeuse. Rencontre avec ces retraités heureux.

Par Éliisa Covo

C'est une période que j'appréhendais un peu. Finalement, j'ai presque l'impression de manquer de temps face à tout ce que j'ai envie de faire. »

Anne, 67 ans, profite de sa retraite pour explorer des passions qu'elle avait laissées de côté. « J'ai toujours rêvé de faire de la peinture. Alors je me suis inscrite à la maison des arts d'Évreux, la ville la plus proche de chez moi. On teste plein de supports, de techniques. Et ça me permet de rencontrer des gens. » Ce lien social est vital pour la retraitée normande, qui a exercé pendant vingt ans comme orthophoniste dans un centre médico-psycho-pédagogique et était

donc continuellement en contact avec les patients. « Quand tu es retraitée, tu n'es plus sollicitée de la même manière. Il faut faire soi-même la démarche d'aller vers les autres. »

Jean-Michel, 66 ans, est du même avis. Après trente ans au sein d'une grosse entreprise de téléphonie, l'ancien directeur de la communication, qui vit dans les Bouches-du-Rhône, a profité d'un plan social pour tirer sa révérence à 58 ans. Il a enchaîné avec une petite expérience de quelques années en tant qu'autoentrepreneur pour s'habituer à la baisse d'activité, avant d'embrasser définitivement la vie de retraité à l'âge légal de 62 ans. « Tu passes de 300 mails par jour à quelques spams, ça fait bizarre au début. Mais tu réorientes assez rapidement tes centres d'intérêt sur les choses qui comptent. Le secret d'une retraite heureuse, c'est de se fixer de nouveaux objectifs à atteindre. Cela permet de donner un autre sens à sa vie. »

Un sens qu'il trouve en partie dans sa vie de famille : grand-père, Jean-Michel passe beaucoup de temps avec ses trois petits-fils. « C'est marrant, je n'avais pas tellement fait ça avec mes enfants. À l'époque, mon épouse s'était arrêtée de travailler pour s'en occuper. De mon côté, j'avais un travail passionnant, et très prenant. Je rentrais tard le soir, j'étais souvent en déplacement. Ce côté famille que je n'ai pas vécu pendant ma carrière est exacerbé aujourd'hui. Pareil avec mes enfants, je suis plus proche d'eux depuis que je suis à la retraite. » Ses amitiés, aussi, ont évolué. « Avant, les vies actives de chacun ne nous permettaient pas de nous voir plus longtemps qu'un déjeuner ou un dîner. Aujourd'hui, mes amis viennent passer quelques jours à la maison. On prend vraiment le temps d'être ensemble. »

Suivre ses envies

Anne et Jean-Michel ne sont pas les seuls à apprécier cette liberté retrouvée. En 2022, les retraités français ont attribué la note de satisfaction de 7,8 sur 10 au temps dont ils disposent pour faire ce

qu'ils aiment, selon les derniers chiffres de l'Insee (*France, portrait social*, édition 2023). Une note bien au-dessus de celle des actifs, qui plafonne à 5,8, tous niveaux de vie confondus. Que font-ils de ce temps précieux ? « *La retraite est l'occasion de profiter enfin de tout ce temps que je ne m'étais jamais octroyé* », explique Valérie, 63 ans, qui a fait une brillante carrière dans la publicité. À Paris, elle a enchaîné les postes à responsabilité, construit un réseau et une réputation, parfois au détriment de sa vie personnelle. « *M'absenter ne serait-ce que pour emmener mes enfants chez le pédiatre, c'était tout un truc. Je voulais être une performeuse à 100 %, mener de front ma vie professionnelle et familiale.* » Avec la retraite, son rapport au temps a complètement changé. « *Tout ce que je faisais à 200 à l'heure, je le fais en vitesse de croisière. Je reléguais les sujets culture et littérature à la case du "quand je pourrai, j'y accèderai". Ma revanche personnelle, c'est d'avoir enfin ce temps-là.* » Aujourd'hui, ses journées sont bien remplies. Visites culturelles, yoga, danse, moments de partage en famille ou entre amis... L'ancienne publicitaire a rapidement pris le pli de ce nouveau quotidien qu'elle a façonné à son image. « *Il y a une quinzaine d'années, j'avais découvert le twist par hasard. En me promenant à Paris, j'avais aperçu une bande de jeunes danseurs élégants, avec des pantalons à pinces, faisant une démonstration de cette discipline joyeuse. À l'époque, je m'étais renseignée pour prendre des cours, mais les créneaux étaient en plein milieu de l'après-midi, et donc incompatibles avec mon emploi du temps professionnel.* » Une fois le cap de la retraite franchi, Valérie a sauté sur l'occasion. « *Je me suis inscrite sans connaître personne. On est une trentaine, il y a des jeunes, des moins jeunes... C'est génial!* »

Se découvrir des passions

Si certains renouent donc avec des envies laissées de côté, d'autres profitent de ce moment pour mûrir de nouveaux

projets. Rodolphe, retraité royannais, fourmille d'idées depuis son départ à la retraite. « *Je travaillais dans l'audiovisuel et étais très fidèle au poste. À la fin, j'ai perdu un peu de motivation. J'ai commencé à faire des formations en arts plastiques à l'extérieur. Puis j'ai eu plusieurs AVC, qui m'ont valu une mise à la retraite anticipée. Je devais partir à 67 ans, j'ai négocié de partir à 63.* » Un changement de cap libérateur : « *J'étais dans une telle impatience ! Après trente-cinq ans dans la même boîte, je n'apprenais plus grand-chose. J'avais besoin de renouveau.* » Ses amis lui ont offert un tour à bois et une formation pour s'initier à l'ébénisterie. « *Le soir où nous devions aller au restaurant*

« *Le secret d'une RETRAITE HEUREUSE, c'est de se fixer de NOUVEAUX OBJECTIFS à atteindre. Cela permet de donner UN AUTRE SENS à sa vie.* »

pour fêter mon passage à la retraite, j'ai trouvé une immense planche en bois dans la rue. Au lieu d'aller dîner, je l'ai ramenée à la maison pour en faire une table. Elle trône aujourd'hui au milieu du salon, symbole de cette nouvelle vie épanouissante. » Outre le travail manuel, Rodolphe s'intéresse aux sujets environnementaux

et aimerait se former pour donner des conférences sur le climat. Et voyager : féru de flamenco, il prévoit de partir avec sa compagne en immersion à Séville pour les quatre prochains mois. « *C'est un peu notre Erasmus à nous!* »

Bien sûr, pouvoir réaliser ce genre de projets est une chance qui implique d'en avoir les moyens. Car qui dit retraite, dit aussi baisse drastique de revenus. « *J'ai dû réajuster mon train de vie* », confie Anne. Avec 500 euros de moins par mois, l'ancienne orthophoniste a été contrainte de faire le tri dans ses loisirs. « *Je pars moins en voyage, et je limite les restos. Mais ça ne me pèse pas. En contrepartie, je découvre davantage de choses dans le coin et je me cultive.* » Grâce à son compte formation, elle prend des cours d'italien en ligne, pour renouer avec ses racines calabraises. Comme Rodolphe, qui, d'origine catalane, utilise les fonds de son CPF pour parfaire son niveau d'espagnol dans l'espoir d'obtenir bientôt la double nationalité.

« *Je me donne jusqu'en juin prochain, LE TEMPS DE M'HABITUER graduellement à la BAISSSE D'ACTIVITÉ.* Après, j'aimerais retourner à

L'UNIVERSITÉ pour entreprendre une licence d'histoire de l'art. »

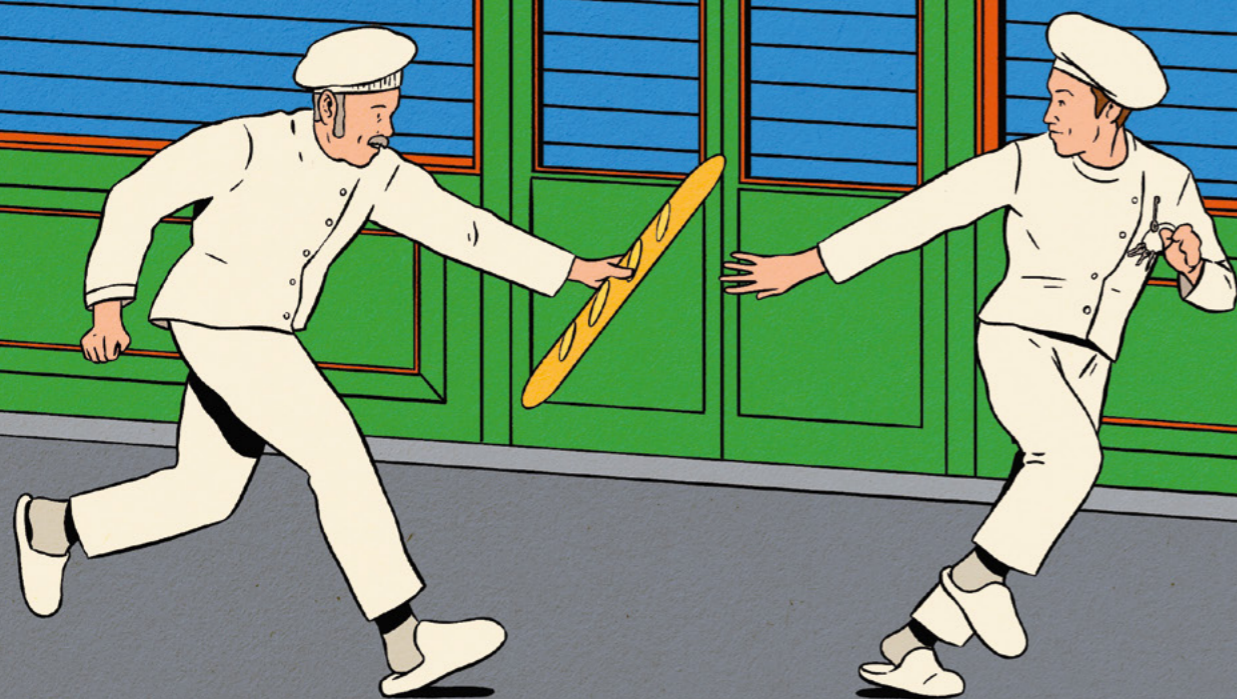
Le passage à la retraite n'est pas forcément fluide pour tout le monde. « *Je suis passée par une phase de déprime* », concède Anne. Alors, pour adoucir la transition, l'ancienne orthophoniste a décidé de reprendre une activité en libéral dans un village voisin, à raison de deux jours par semaine. C'est ce qu'on appelle le cumul emploi-retraite : « *Je me donne jusqu'en juin prochain, le temps de m'habituer graduellement à la baisse d'activité. Après, j'aimerais retourner à l'université pour entreprendre une licence d'histoire de l'art.* » Afin d'anticiper au mieux les changements, certains, comme Valérie, n'ont pas hésité à demander conseil. « *On en parlait entre amis, on se donnait des astuces pour réussir au mieux cette transition. On réfléchissait ensemble pour essayer de comprendre comment calculer ce qu'on recevrait financièrement, car tout semblait assez obscur. Je m'étais aussi renseignée auprès de ma boîte. Tant que tu n'y es pas, tu as l'impression que c'est insurmontable. Et quand c'est enfin ton tour, tu te rends compte qu'étrangement, tu trouves des solutions pour que ça fonctionne.* »

Retrouver des repères

Pour l'ancienne publicitaire, l'enjeu a surtout été de changer de paradigme. « *Avant, je faisais gaffe aux agences où je choisissais de travailler, je savais négocier mon salaire pour bien l'augmenter, me battre pour avoir des primes, ne pas me laisser marcher dessus... Je tirais une certaine fierté là-dedans. Aujourd'hui, je me fiche que les gens sachent ou non ce que j'ai été en termes professionnels. Si je croise quelqu'un, et que la conversation ne dérive pas sur "et toi Valérie, tu étais dans quoi?", tant pis. Pour moi, ce n'est plus du tout une source d'information précieuse. Alors qu'avant, je trouvais ça intéressant de*

savoir ce que faisait chaque personne comme travail. Je me suis totalement délestée de cet univers professionnel qui a beaucoup compté pour moi. C'est paradoxal. Quand la cinquantaine s'est approchée, j'avais pourtant terriblement peur de disparaître. » En effet, si elle ne redoutait pas tant le passage à la retraite, l'ancienne publicitaire craignait de vieillir dans son domaine professionnel. « *Je n'ai jamais assisté à un pot de départ à la retraite, ça n'existait pas. J'avais peur de me sentir has been face aux techniques et à la jeunesse, de ne plus être à la hauteur de cette carrière que j'avais tracée. C'est quelque chose que je vivais bien plus mal que la peur de l'inactivité en soi.* » Aujourd'hui, sa fierté ne vient plus de ses prouesses professionnelles, mais de sa curiosité retrouvée : « *Ça me donne beaucoup de jouissance de me dire que je suis encore capable de m'intéresser aux autres, aux choses. Que je ne suis pas avalée par la fatigue ou l'isolement, contrairement à ce que pouvait symboliser dans mon imaginaire ce moment de la vie. Mon père est parti à la retraite à 65 ans, il avait un cabinet de kiné. Il n'en pouvait plus des gens qui se plaignaient à longueur de journée, il avait hâte de partir. Il s'était dit qu'il achèterait un mobil-home pour faire le tour du monde. Quand l'heure de la retraite a sonné, il a été absorbé par sa télé et n'a plus jamais redécollé. Peut-être que beaucoup de personnes de ma génération ont eu cette image, et n'ont pas voulu reproduire...* » Car s'ils n'ont pas vraiment préparé cette transition, Anne, Jean-Michel, Valérie et Rodolphe s'accordent pour dire que la clé d'une retraite heureuse est bien de continuer à faire des projets, à court comme à long terme, peu importe lesquels. ●

BOULANGERIE



Transmission d'entreprise en France Pourquoi c'est complexe

Avec un nombre croissant d'entrepreneurs qui arrivent à l'âge de la retraite et les attentes parfois complexes des repreneurs, la transmission d'entreprise est devenue un réel enjeu de société. Comment relever ce défi et réussir une cession, notamment en termes de conservation d'emplois et de savoir-faire ?

Par Constance Decorde
Illustration Simon Bailly

Après une formation généraliste au sein d'une école de commerce et une carrière de quinze ans dans le domaine du conseil en stratégie, diriger sa propre structure était devenu une évidence pour Anne. « *Je recherchais une maison à reprendre avec un savoir-faire relevant de l'art de vivre à la française.* » Au bout de deux ans, elle a trouvé l'entreprise qui lui correspondait : une PME de huit salariés, riche d'une expérience de plus de quarante ans en conception de tringles de qualité fabriquées en France. « *La démarche anticipée du dirigeant qui, deux ans avant son départ à la retraite, s'était organisé pour rendre la transmission sereine a aussi retenu mon attention. J'ai aussi aimé sa façon de voir les choses, très proche de mes valeurs personnelles. Et évidemment, la bonne santé financière de la PME.* » Tout au long du processus, Anne a été accompagnée par la CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie) de sa région. Ses conseils aux cédants et aux repreneurs ? « *J'insisterais sur la dimension humaine, puisque les enjeux sont lourds pour un cédant, surtout âgé, qui doit accepter de tourner la page. Une reprise d'entreprise est une vraie course de fond, avec pas mal d'obstacles, et il faut avoir les reins solides pour aller jusqu'au bout. Mais avec de la volonté et un bon accompagnement, rien n'est impossible !* »

Se faire accompagner par des experts

Transmettre une entreprise signifie pour le ou la dirigeante de céder sa société à un repreneur. Pour ce dernier, l'opération constitue une acquisition. Il s'agit d'une opération définitive ou difficilement réversible. Il est donc indispensable de bien réfléchir en amont, d'anticiper au moins un ou deux ans à l'avance, et surtout de s'entourer d'experts. Plus tôt une société prépare sa cession, plus elle a de chance d'être reprise rapidement et pour un montant élevé. « *Notre rôle à la CCI est d'accompagner les*

cédants et les repreneurs de projets, quels qu'ils soient et dès la phase très en amont de la réflexion. Reprendre une entreprise, c'est assez complexe : entre l'analyse du dossier, les questions fiscales, managériales et économiques, on peut vite être perdu», confirme Stéphane Meunier, conseiller reprise-transmission à la CCI Île-de-France.

Un nombre de cessions en recul

Même si l'Insee a cessé de produire ses statistiques sur les reprises d'entreprises en 2006, on estime que dans les dix prochaines années, il y aura environ 700 000 entreprises à céder. Mais les derniers chiffres de novembre 2023 (venant de la CCI Île-de-France) indiquent que les cessions sont en recul, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'inflation générale a des conséquences sur le marché et certains, voyant leur marge diminuer, préfèrent reporter leur projet et mettre en vente leur entreprise quand elle présentera un meilleur bilan. Toujours selon la CCI, il est communément

admis qu'environ 70 % des transmissions d'entreprises se font de gré à gré (cédants et repreneurs se rencontrant sans que cela soit public, comme pour les transmissions familiales). « *Un changement d'actionnaire, qu'il soit minoritaire ou majoritaire, n'est pas déclaratif en France, et il n'y a donc pas d'obligation que cela se sache. Ce n'est pas non plus une obligation de passer par la CCI, qui est seulement un facilitateur parmi d'autres. Il y a aussi beaucoup de dirigeants qui veulent vendre, mais conservent leur projet confidentiel, par peur que les salariés ou les actionnaires ne l'apprennent et évitent ainsi tout éventuel mouvement de panique* », continue le conseiller reprise-transmission.

Décalage entre l'offre et la demande

Stéphane Meunier a récemment accompagné une dirigeante qui souhaitait céder son entreprise de fabrication d'éventails dans laquelle elle travaillait seule. Elle a réussi à trouver une alternante et lui a méticuleusement appris cet artisanat pendant de nombreux mois. Mais à la fin de son contrat, l'alternante a décidé de partir et de monter sa propre affaire dans un autre domaine. Aujourd'hui, sans personne à qui la céder, cette entreprise a de grands risques de disparaître, et avec elle, ce savoir-faire si particulier. Certains domaines attirent plus que d'autres. De manière générale, les entreprises de services sont très recherchées ainsi que celles dans le domaine de l'informatique et de la formation, alors que la transmission de commerce en artisanat reste plus complexe : il n'est pas à la portée de tout le monde de reprendre une ferronnerie, ou encore de fabriquer des éventails, cela nécessite un apprentissage spécifique et parfois long. Certaines

Dans les dix prochaines années, il y aura environ 700 000 entreprises à céder. Mais les derniers chiffres de novembre 2023 indiquent que les cessions sont en recul.

Les dispositifs d'aide de l'État

Bpifrance

Bpifrance est une banque publique d'investissement française, née en 2012, et qui a pour mission le financement et le développement des entreprises. Elle est en particulier chargée de soutenir les petites et moyennes entreprises en appui des politiques publiques de l'État et des Régions. Elle aide et accompagne les repreneurs dans leur projet de reprise et de rachat d'un commerce.

ACRE

L'Aide à la création ou à la reprise d'une entreprise (Acre) est un dispositif visant à encourager les entrepreneurs à créer ou reprendre une entreprise. Lorsque le bénéficiaire de l'Acre est un micro-entrepreneur, il peut profiter d'une exonération de 50 % sur ses cotisations sociales jusqu'à la fin du troisième trimestre civil suivant la date d'immatriculation de l'entreprise (voir conditions sur le site service-public.fr).

ARCE

L'aide à la reprise et à la création d'entreprise (Arce) est une aide financière versée par France Travail (anciennement Pôle emploi) destinée aux créateurs ou repreneurs d'entreprise. Elle consiste à recevoir une partie de ses allocations chômage sous la forme d'un capital et sous conditions. Depuis le 1^{er} juillet 2023, le montant de l'Arce s'élève à 60 % des droits à l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) qui restent à verser.

Repreneurs, pensez local !

Dans le maquis des aides aux entreprises, il existe des solutions mises à disposition par les collectivités locales (communautés de communes, communautés d'agglomération et métropoles). Les Régions coordonnent et planifient ces actions de développement économique. Ces aides, souvent en partenariat avec des pépinières d'entreprises, les Chambres de commerce et d'industrie (CCI) ou les chambres des métiers, sont précieuses pour un projet de reprise.

régions sont aussi en tête de liste des recherches : il y a par exemple beaucoup plus de repreneurs que d'entreprises à céder en Île-de-France, alors que c'est le contraire dans le Jura et certaines zones rurales, avec moins de personnes intéressées. Enfin, les entreprises avec de nombreux salariés attirent plus les repreneurs, qui souhaitent aussi une activité managériale. Or la grande majorité des entreprises n'a que peu ou pas du tout de salariés.

« *Est-ce qu'il y a un profil type de repreneur ? Je dirai un ancien cadre d'une grande entreprise, d'une quarantaine d'années, avec des moyens financiers puisque la reprise coûte cher, et qu'un apport personnel conséquent est indispensable* », répond Stéphane Meunier de la CCI Île-de-France.

Un vieillissement des dirigeants d'entreprise

Rien qu'en Île-de-France, 137 000 entreprises employant au moins un salarié ont à leur tête un dirigeant âgé de 55 ans ou plus qui sera concerné par la transmission ou la cession de son entreprise à moyen ou long terme. Faute de trouver un repreneur, ces entreprises pourraient disparaître. Or 841 000 salariés travaillent pour elles. À cela s'ajoutent 321 000 entreprises sans salariés, elles aussi concernées par la cessation d'activité de leur dirigeant

d'ici dix ans. Mais contrairement à une idée trop répandue, le vieillissement des dirigeants n'entraîne pas une hausse des cessions et les opérations impliquant des cédants de plus de 60 ans ne représentent guère plus de 20 % (pour les TPE) à 30 % (pour les PME) des opérations. Il est donc à craindre que les prochaines années voient se poursuivre la montée du vieillissement des patrons de PMI puis celle, décalée, du taux de disparition.

Un enjeu de transformation pour l'agriculture

D'ici 2026, plus d'un tiers des exploitants agricoles prendront leur retraite en France, soit plus de 160 100 exploitants. D'après l'enquête BPCE-BVA de 2023, 26 % des agriculteurs envisagent de ne plus travailler sur leur exploitation dans les cinq ans, et un agriculteur sur deux a plus de 55 ans. Le volume de départs s'annonce massif dans les cinq à dix prochaines années. Au-delà des enjeux individuels, il s'agit d'une question majeure pour la compétitivité de l'agriculture française et améliorer les conditions de la reprise apparaît comme un enjeu central.

L'exemple de Cédric, maraîcher en Seine-et-Marne (77) prouve que la transmission n'est jamais un long fleuve tranquille : « *J'avais pourtant mis toutes les chances de mon côté : j'avais suivi la formation Cap Transmission (organisée par les Chambres d'Agriculture à destination des agriculteurs qui souhaitent transmettre, ndr), puis mis mon exploitation au Répertoire Départ Installation (RDI, un outil qui met en relation les agriculteurs à la recherche d'un repreneur et des candidats à l'installation, ndr)* », explique ce dernier. Une année supplémentaire a été nécessaire pour trouver un repreneur, en la personne d'Adel, qui a commencé par être salarié au sein du GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun) pendant deux ans. Tout se passait bien : cédant et repreneur avaient des objectifs communs, la même façon d'envisager le maraîchage et ont pris le temps de travailler ensemble. Mais cela n'a hélas pas suffi : Adel a décidé que le projet ne lui correspondait finalement pas totalement et n'était pas en adéquation avec sa vie familiale. Il a quitté l'exploitation à la fin de son contrat, et Cédric, à 60 ans passés, a dû reprendre sa recherche du repreneur idéal. Aujourd'hui, une nouvelle repreneuse, avec un profil et un dossier solide, semble intéressée. À suivre ! ●

L'Économie sociale et solidaire, une solution très 2024

Solution alternative pour reprendre son entreprise : que tous les salariés deviennent patrons ! C'est le principe des Scop (société coopérative et participative ou société coopérative de production) où les salariés sont les associés majoritaires. Ce peut être une Société anonyme (SA), une Société à responsabilité limitée (SARL) ou une Société par actions simplifiée (SAS). Plus d'infos auprès des Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS), qui fédèrent les entreprises et réseaux de l'ESS.

Rencontre

Xavier Beauvois – Charlotte Yven

À l'assaut du Vendée Globe!

Par Barnabé Binctin – Photos Florence Brochoire

Prenez date, et plutôt deux fois qu'une: le prochain Vendée Globe s'élancera le 10 novembre 2024, soit trois jours avant la sortie du nouveau film de Xavier Beauvois, *La Vallée des fous*, qui est justement consacré à la plus emblématique des courses au large. Deux événements qui promettent ainsi de raviver cette grande question: qu'est-ce qui peut bien pousser des générations d'hommes et de femmes à entreprendre ce défi insensé d'un tour du monde en solitaire, et sans assistance? Espoir de la voile française, Charlotte Yven a accepté d'en discuter avec le cinéaste.



Bio :

Xavier Beauvois, 57 ans, acteur, scénariste et réalisateur de *N'oublie pas que tu vas mourir* et de *Des hommes et des dieux*

Charlotte Yven, 27 ans, skipper Macif 2023, vainqueur de la Transat Paprec en double (2023)

Le pot-au-feu a été cuit la veille et attend sagement dans la cheminée, sur laquelle trône le César glané en 2011 pour *Des hommes et des dieux*. Ce vendredi 16 février est un jour particulier pour Xavier Beauvois : c'est la toute première fois qu'il dévoile des images de son prochain film, soutenu par la Macif et encore en plein montage. Spectatrice privilégiée, la skipper Macif 2023 Charlotte Yven a fait le déplacement jusqu'en Normandie, chez le réalisateur, pour apprécier cette jolie comédie dans laquelle le héros, joué par Jean-Paul Rouve, un restaurateur au bord de la faillite, s' imagine renflouer les caisses en participant à la prochaine édition « en ligne » du Vendée Globe, sur Virtual Regatta, un jeu de simulation. L'occasion de bonnes tranches de rigolade, mais pas uniquement, prévient la navigatrice bretonne : « *On va tous pleurer à la fin, il y a beaucoup d'émotions dans ce film !* » Peut-être parce que la voile est toujours affaire de profondes introspections ?

Xavier, pourquoi avez-vous eu envie de vous intéresser à l'univers de la course au large pour ce nouveau film ?

Xavier Beauvois : Cela fait 17 ans que je vis au bord de la mer, et même si je ne la vois pas tous les jours, je ressens le besoin de la savoir toute proche. C'est un milieu qui me fait beaucoup rêver, j'y avais déjà consacré une partie de mon dernier film, *Albatros*. Je me suis pris de passion pour le Vendée Globe depuis qu'on peut suivre plus facilement l'aventure des skippers grâce aux nouvelles technologies. Avant, ils rechignaient un peu à envoyer des vidéos, ça bouffait pas mal de batterie, c'était plus technique et fatigant à organiser. Maintenant, c'est beaucoup plus simple et ça ne coûte plus rien en énergie. Résultat : on peut vraiment suivre la course de près, au quotidien. Je crois même que c'est devenu quasi obligatoire, il y a des amendes pour les skippers qui ne jouent pas le jeu !

Charlotte Yven : Disons que ça fait partie du boulot maintenant, les sponsors et l'organisation nous encouragent à raconter nos courses, en montrant

des images grâce à tous ces moyens de communication qui ont évolué ces dernières années. Je trouve ça bien, ça nous permet de ne pas vivre le truc tout seul. Et quand on rentre du périple, c'est très cool de pouvoir partager tous ces moments avec les gens qui nous ont suivis, on ne garde pas ça pour nous, ce serait frustrant.

XB : C'est ce que dit le personnage joué par Pierre Richard dans le film : « *Une histoire n'est belle que si on la partage.* » Et il faut dire que celles des skippers sont quand même démentes. Ces histoires de naufrage et de secours en pleine mer entre Jean Le Cam et Kevin Escoffier, l'histoire de Yann Eliès qui se brise le fémur et plusieurs vertèbres lors d'une chute qui le projette à la mer, qui arrive à regagner son bateau et qui souffre le martyre pendant quatre jours avant de pouvoir être secouru au large de l'Australie, l'histoire de Bernard Stamm qui se casse une dent en mangeant et qui s'improvise dentiste pour se la soigner, sans anesthésie... Ce sont des choses incroyables. J'ai un bouquin qui raconte toutes ces histoires.

D'où le titre de votre film, *La Vallée des fous* ? Parce qu'il faut une part de folie pour se lancer dans de telles aventures ?

CY : Si tu n'as pas ça en toi, tu ne pars jamais, c'est trop risqué ! Au départ, tu te dis qu'il ne faut pas trop avoir peur, et puis au fur et à mesure des expériences, tu te rends compte qu'en réalité tu as le droit d'avoir peur, c'est même une énergie nécessaire, que tu apprends à gérer. Tous les skippers ont peur.

XB : C'est un mélange, il faut un brin de folie et en même temps être aussi très pragmatique et extrêmement bien préparé. Tout est calculé, le moindre détail est organisé, anticipé. Il y a de sacrés choix à faire, ne serait-ce que pour le matériel. Jean Le Cam dit qu'une fois, il a perdu le Vendée Globe à cause de sa ceinture et de ses bretelles, manière de dire que quelques grammes en plus peuvent faire la différence...

CY : Ce sont des arbitrages en permanence, entre la sécurité et la performance. Si tu emportes trop de voiles et trop de matériel de rechange, que tu es plus lourd que les autres, forcément, tu iras moins vite...

Michel Desjoyaux, lui, il coupe le manche de sa brosse à dents !

XB : Les gens ne se rendent pas compte de l'exploit physique que cela représente. Il faut supporter l'absence de sommeil, et le bruit aussi – les bateaux n'ont aucune isolation, c'est comme une tronçonneuse allumée en permanence, certains skippers perdent jusqu'à 20 % d'audition après un Vendée Globe ! Et puis l'intérieur est minuscule, il y a des bouts (*cordages, ndr*) partout, on a l'impression que c'est fait exprès pour ne pas pouvoir bouger. C'est le truc le plus inconfortable du monde !

CY : C'est pour ça qu'on dit qu'il faut un petit grain de folie, quand même ! Le film le montre à sa façon, on voit que le personnage de Jean-Paul se met dans tous ses états nerveusement, il est à deux doigts d'arrêter. Mais le cerveau humain est drôlement bien fait. C'est vrai qu'on peut se faire de grosses frayeurs et qu'on rencontre parfois des conditions très difficiles, mais au retour, ce qu'on en retient, ce ne sont que les moments incroyables de beauté, les sensations de fou, ce temps suspendu... Toutes les galères et les moments durs sont oubliés. Et au bout de quatre-cinq jours de confort, une fois qu'on a apprécié le plaisir de la douche chaude et du lit, on n'a qu'une envie, y retourner ! (*rires*)

Qu'allez-vous chercher en mer ?

CY : Se retrouver seul sur son bateau, propulsé par le vent sur un élément mouvant et instable, sans rien d'autre à l'horizon que l'océan, ce sont des sensations très chouettes, et ce n'est pas donné à tout le monde. J'ai traversé l'Atlantique pour la première fois l'année dernière, lors de la Solitaire du Figaro – dix-neuf jours de traversée. Et une fois qu'on a passé les îles Canaries, on se retrouve vraiment au milieu de l'océan, avec de l'eau à perte de vue...

XB : Il doit y avoir un sentiment de plénitude.

CY : Oui, c'est vraiment incroyable, tu n'es pas sollicité toutes les cinq minutes par des notifications de ton portable. Il faut juste profiter de ce qui t'est offert, des couchers de soleil, des étoiles, des baleines. C'est une chance exceptionnelle.

XB : La mer est l'un des derniers espaces de liberté. Bernard Moitessier le raconte très bien dans ses livres. Les couleurs,

y compris la nuit, ce doit être quelque chose de magique. C'est l'endroit propice pour « *sauver son âme* », comme il l'a écrit. Moi, jusqu'à présent, je n'ai traversé que la Manche, mais j'espère un jour faire ma première transat. Vivre sur un bateau, se réveiller avec la lumière du jour, vivre au rythme du soleil... tout ça se mérite. Et ce n'est qu'une fois en mer que l'on comprend ce qu'on y cherche. « *Faire le Vendée Globe, c'est faire le tour du monde, mais c'est aussi faire le tour de son monde* », comme dit Thomas Coville.

« On peut se faire de grosses frayeurs, mais au retour, ce qu'on en retient, ce ne sont que les moments incroyables de beauté, les sensations, ce temps suspendu... »

Charlotte Yven





« N'oublions pas qu'il y a plus de gens qui sont allés dans l'espace que de gens qui ont terminé le Vendée Globe ! »

Xavier Beauvois

CY: Il ne faut pas non plus oublier toute la partie compétition, avec les choix de course et la recherche de performance pour pousser au mieux le bateau. C'est aussi un sport !

Et le Vendée Globe, la course la plus mythique d'entre toutes ?

XB: C'est probablement la plus belle des courses tous sports confondus, la plus pure. On parle de gens qui partent faire un tour du monde, tout seul, sans assistance... Je veux bien que la technologie ait fait de sérieux progrès, mais ça reste des bateaux à voile. N'oublions pas qu'il y a plus de gens qui sont allés dans l'espace que de gens qui ont terminé le Vendée Globe !

CY: Ça fait rêver tous les skippers, et c'est un objectif pour ma carrière, un jour !

XB: Moi, quand on dit que c'est « l'Everest de la voile », ça me fait doucement rigoler, parce qu'aujourd'hui, avec les Sherpas et l'oxygène, tout le monde peut faire l'Everest, il y a même la queue pour l'atteindre... Le Vendée Globe, c'est vraiment autre chose.

Ces aventures sont loin d'être aussi solitaires qu'il y paraît, on découvre dans le film de Xavier Beauvois la dimension collective inhérente à de tels projets.

CY: C'est sûr qu'on ne pourrait pas entreprendre ça tout seul ! Derrière un skipper, il y a toute une équipe, avec des préparateurs physiques, des mécaniciens, des techniciens qui travaillent sur l'électronique, d'autres sur les bouts. Moi, j'ai aussi les équipes de la Macif qui m'aident pour l'administratif, les budgets ou la communication... Ça forme un joli noyau, au final.

XB: C'est le même paradoxe qu'avec la mise en scène d'un film : on porte toute la responsabilité sur nos épaules et notre nom, mais il implique en réalité beaucoup de monde en coulisses. C'est ce que racontait l'astronaute Neil Armstrong : « 100 000 personnes ont bossé sur le projet Apollo et se sont données à fond pour nous permettre d'aller sur la Lune, pourquoi serais-je le seul qui reste à la fin ? » Il a arrêté de signer des autographes pour cette raison, mais j'ai réussi à en avoir un avant ça !

Toute passionnée qu'elle soit, l'aventure de votre héros, Xavier, n'en reste pas moins virtuelle, par l'intermédiaire du simulateur en ligne Virtual Regatta. Comment vous est venue cette idée ?

XB: J'en suis moi-même un grand pratiquant, j'y joue depuis le début, ce sera mon cinquième Vendée Globe cette année ! Et je ne suis pas le seul, il y a eu un million de joueurs lors de la dernière édition... On choisit son bateau et ses options, et ensuite, on part en même temps que les skippers et on joue dans les conditions du réel, avec les mêmes vents et les mêmes courants, on reçoit des cartes météo à 2h, 4h et 6h... C'est une autre manière de vivre la course, c'est passionnant. Et il y en a

qui jouent le jeu à fond, j'en connais qui ne lâchent plus leur téléphone et qui se lèvent toutes les heures pour piloter leur trajectoire !

CY: Je ne suis pas une geek à ce point, il m'est arrivé plusieurs fois de démarrer la course virtuelle et de m'échouer au bout de quelques jours parce que j'avais d'autres trucs à faire, notamment des entraînements sur mon vrai bateau ! En revanche, c'est un super outil d'entraînement, parce que ce sont vraiment les mêmes outils de prévision. Quand on fait des routages pour préparer une vraie course, c'est la même chose que sur Virtual Regatta. Ça nous permet, par exemple, d'étudier les stratégies à adopter selon les phénomènes auxquels on peut être confrontés.

XB: Il faut savoir que c'est très compliqué de tourner en mer. Il n'y a pas de place sur ce genre de bateau, on se marche dessus. Il faut faire des équipes ultra-réduites avec le perchman, l'ingénieur du son, le cadreur et l'assistant-cadreur, en plus des acteurs et du vrai skipper – parfois, le metteur en scène ne peut même pas monter, il faut organiser un go-fast (*embarcation rapide, ndr*) à côté avec un écran de contrôle... Et la mer change tellement vite, le temps que tu fasses un plan sur elle et que tu changes ta caméra de place, la houle n'est déjà plus la même, c'est l'enfer pour les raccords. Ce n'est pas pour rien qu'on parle du problème des « 3 B » au cinéma : les bébés, les bêtes, les bateaux. Que des galères à filmer.

Lors de la dernière édition du Vendée Globe, en 2020, il n'y avait que six femmes sur les trente-trois participants. Où en est la féminisation de ce sport, aujourd'hui ?

CY: On fait le constat, qu'à part les quelques grandes figures qu'on connaît, telles Florence Arthaud ou Isabelle Autissier, les filles ont souvent tendance à arrêter la voile assez tôt, comme ça a été le cas pour Ellen MacArthur. On ne sait pas trop pourquoi. C'est ce qui explique ce déséquilibre, alors qu'au départ de la filière, dans les écoles de voile, il y a autant de filles que de garçons.

XB: Ça va changer dans les années à venir ! C'est vrai que c'est bizarre qu'Ellen MacArthur ait arrêté si tôt, je l'avais croisée, elle était encore plus petite que toi, et c'était fascinant de se dire qu'elle avait tiré la bourre à de grands types musclés... C'est aussi ça qui est beau dans la voile, une fille peut battre les hommes !

CY: Elle a même détenu le record du tour du monde en multicoque en solitaire pendant quelques années ! En revanche, pour l'instant, seuls des hommes ont gagné le Vendée Globe.

XB: Et ils sont tous français, d'ailleurs ! C'est dingue quand même le nombre de skippers qu'on a par rapport aux autres pays... C'est une filière d'excellence, on est quand même très forts – enfin, vous êtes très forts ! ●



© GUY FERRANDIS

Jean-Paul Rouve dans *La Vallée des Fous* (sortie en salle le 13 novembre 2024)

(P)réparer le futur

Tribune

Ensemble, protégeons le présent pour permettre l'avenir



Année après année, enquête après enquête, le constat est là : celui d'une France fracturée, inquiète et divisée face aux grandes transitions qui la traversent, qui nous traversent tous. Climat, cadre de vie, habitat, nouveaux

usages, économie et pouvoir d'achat, liens entre les générations, sont des thématiques à aborder comme des défis pour notre avenir et celui de nos enfants.

Constater les fractures est une chose. Faire bouger les lignes en est une autre. Nous sommes arrivés au moment charnière où une question fondamentale se pose : comment pouvons-nous être acteurs de nos lendemains, individuellement et collectivement ?

Pour la Macif, la réponse se trouve dans l'essence même de son modèle mutualiste... Le mutualisme n'est pas qu'un concept. Et affirmer que « La Macif, c'est vous ! » n'est pas qu'un slogan. Si nous abordons dans ce dossier les fractures de notre société, c'est parce que le projet de la Macif vise d'abord, dans cette période tumultueuse, à trouver des solutions pour améliorer votre quotidien.

Notre solidité économique et une gestion responsable, couplées au fait que nous n'avons pas d'actionnaires à rémunérer, nous permettent de vous proposer les garanties les mieux adaptées au prix les plus justes, et répondre ainsi à vos besoins de protection dans tous vos moments de vie.

Le moment est venu d'aller plus loin. Entreprise engagée, la Macif sait aussi prendre de la hauteur en se confrontant aux grands enjeux de notre société.

Nous sommes, comme vous, pleinement impactés par la transition climatique : comme assureur, mais aussi comme entreprise.

Quels types d'actions, quelles solidarités peuvent exister pour faire face à un monde aux températures croissantes ? La recherche peut nous aider, c'est pourquoi la Macif a décidé de soutenir la chaire consacrée aux fractures climatiques créée par l'École normale supérieure (voir pages suivantes). Actuellement, la Macif anime aussi des ateliers pour inciter ses sociétaires à réduire leur empreinte carbone dans leurs déplacements au quotidien, leur logement et leur consommation. Par ailleurs, nous participons à l'organisation de la plantation d'une microforêt urbaine dans chaque région.

Mais n'oublions pas les autres formes de fractures : comment faciliter l'accès aux nouvelles mobilités ou à un habitat durable ? Comment rebâtir le lien entre les générations, contenir la baisse du pouvoir d'achat ou s'attaquer aux diverses formes de précarité ?

Pour agir, la Macif a défini trois leviers : sensibiliser, favoriser le passage à l'action et investir. Cela ne peut se faire qu'en mobilisant les délégués de sociétaires dans les territoires, nos partenaires professionnels, ceux du monde de l'Économie sociale et solidaire, et plus largement les pouvoirs publics et les institutions.

Et bien entendu, en vous associant au plus près à notre réflexion. Car notre meilleur atout pour réussir reste la proximité. Chaque jour, l'actualité nous rappelle que nous avons besoin des autres pour construire une société plus solidaire, émancipatrice, engagée, à l'écoute et qui protège. C'est tous ensemble que nous y arriverons.

Jean-Louis Grosse-Delasalle,
Président de la Macif

P. 27

Tribune :
Ensemble, protégeons
le présent pour permettre
l'avenir

P. 28

Réchauffement climatique :
L'ENS à la recherche de
solutions

P. 32

La frontière verte

P. 38

La lente réduction de la
fracture numérique

P. 42

Vers un futur
intergénérationnel

P. 48

La transition écologique
pour vaincre le décrochage
scolaire

P. 54

Réenchanger les campagnes
en déclin

P. 58

Portfolio
Le ciel, le soleil et la mer

« Il faudra plus

d'une clé

pour ouvrir

le cadenas du

réchauffement

climatique »

© ASTRID DI CROLLALANZA - © DR

#2

29

Assureur mutualiste, la Macif ouvre un champ de recherche sur les nouvelles mutualisations face aux changements climatiques. Aglaé Jézéquel et Serge Paugam, de l'ENS, croisent pour la première fois les disciplines de la climatologie et de la sociologie pour anticiper les dérèglements climatiques et imaginer de nouvelles solutions.

Texte Ana Boyrie



La Macif a décidé de créer pour la première fois un partenariat avec ENS-PSL (École normale supérieure – Paris Sciences & Lettres) pour mobiliser tous les champs de la recherche sur les évolutions, les fractures et les solutions à apporter face au changement climatique. L'ENS assure en effet depuis le XVIII^e siècle une formation d'excellence à des chercheurs et à des enseignants dans les disciplines scientifiques (11 médailles Fields de mathématique) et littéraires (3 prix Nobel de littérature). **La chaire « Climat : nouvelles fractures, nouvelles mutualisations » consistera notamment à rapprocher le laboratoire de géosciences (climatologie et météorologie dynamique) du centre sociologique Maurice-Halbwachs.** Elle permettra d'analyser et de comprendre les données scientifiques du climat (inondations, sécheresses, tempêtes) et d'étudier comment les territoires peuvent inventer de nouvelles solutions et mutualisations pour s'adapter. Nous sommes allés à la rencontre de la climatologue Aglaé Jézéquel et du sociologue Serge Paugam.

Comment est née la cellule de réflexion que vous portez à l'ENS autour de la question climatique ?

Serge Paugam : Depuis un moment, nous cherchions dans mon laboratoire à étudier la question environnementale. Jusqu'à présent, mes travaux portaient sur les fractures sociales, les formes de pauvreté, de précarité ou le délitement des liens sociaux. La question du réchauffement climatique, et des nouvelles fractures qu'il provoque en France, ne pouvait donc que m'intéresser.

Aglaé Jézéquel : En ce qui me concerne, je travaille sur le changement climatique depuis le début de ma thèse, il y a maintenant huit ans. Et en discutant avec Serge, j'ai réalisé que nous avions des centres d'intérêt communs.

Lesquels ?

AJ : Un des points de départ de notre réflexion a été les scénarios de sécheresse en France. Ces événements extrêmes ont de très forts impacts et posent cruellement la question de la « mutualisation » des risques. Aujourd'hui, on imagine l'eau comme une ressource abondante. Or, dans certaines régions, selon l'évolution du climat, l'eau risque de manquer. On observe déjà des tensions très fortes autour des questions du partage de l'eau, que ce soit à Sainte-Soline (Deux-Sèvres) récemment (*manifestations anti-bassines, ndr*) ou à Sivens (Tarn), où la construction d'un barrage avait entraîné de nombreuses manifestations il y a dix ans. Je cherche à comprendre l'impact du réchauffement climatique dans notre société.

SP : Le changement climatique entraîne inévitablement des débats. Les gens ne sont pas touchés de la même manière, selon la profession qu'ils exercent, selon leur milieu social, l'endroit où ils habitent... Nous ne sommes pas égaux face au réchauffement climatique, mais cela peut faire apparaître de nouvelles formes de solidarité. C'est cet aspect qui m'a motivé, ainsi que l'opportunité de faire des enquêtes de terrain, pour comprendre comment les problèmes se posent, et comment les différents groupes en tension prennent la mesure du changement climatique et s'y préparent.

Aglaé, vous êtes climatologue. Serge, vous êtes sociologue. En quoi est-ce important que vos deux disciplines s'associent aujourd'hui pour réfléchir ensemble au bouleversement climatique ?

SP : En sciences sociales, nous n'avons aucune compétence pour identifier et diagnostiquer les zones de sécheresse par exemple, leur intensité ou

« Nous avons besoin des sciences sociales pour comprendre comment, enfin, faire réagir le grand public et les politiques. »

Aglaé Jézéquel



leurs conséquences immédiates. Travailler de façon concertée avec un laboratoire de Géosciences me semble indispensable.

AJ: La collaboration est essentielle, c'est évident. Cela fait quand même depuis 1990, date du premier rapport du GIEC (*Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ndr*), que les scientifiques tirent la sonnette d'alarme. Quelle que soit la manière dont nous communiquons autour des résultats inquiétants de nos recherches, ça ne mène pas à des politiques suffisamment ambitieuses pour rester en dessous des 1,5°C ou même 2°C de réchauffement. Nous avons besoin des sciences sociales pour comprendre comment, enfin, faire réagir le grand public et les politiques.

Comment arriver à faire naître de nouvelles solidarités autour des conséquences de la crise climatique ?

SP: La première étape est de rencontrer différents acteurs et de recueillir leurs avis sur ce qui se passe dans leur région et leurs expériences, la façon dont ils perçoivent ce réchauffement climatique et la manière dont ils imaginent pouvoir s'y adapter. Je pense notamment aux agriculteurs qui sont directement concernés. La deuxième étape pourrait prendre la

forme de réunions publiques qui associeraient les acteurs locaux interviewés et des spécialistes, capables d'expliquer les enjeux. Je pense que de cette rencontre pourraient émerger des solutions que l'on n'imagine pas encore.

Faut-il mieux intégrer la population à la réflexion autour du réchauffement climatique ?

SP: Le débat sur ces questions aujourd'hui est extrêmement tendu. On est en présence de personnes qui ne se comprennent pas, qui ne parlent pas le même langage et qui s'affrontent. Dans les conditions actuelles, le dialogue paraît impossible. Il faut donc faire avancer la réflexion de manière plus sereine.

AJ: Il y a de l'espoir néanmoins. Je pense notamment à des projets comme Laccave, qui aide les viticulteurs à s'adapter au changement climatique, en présentant des travaux interdisciplinaires menés par des instituts comme l'INRAE (*Institut national de la recherche agronomique, œuvrant pour un développement durable de l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, ndr*). Cela étant dit, on a besoin d'avoir plus d'initiatives comme celles-là. Selon moi, il faudra plusieurs clés pour ouvrir le cadenas.

© DR

Quel sera le profil des acteurs locaux que vous souhaitez rencontrer ?

SP: Nous ne sommes pas encore au stade d'organiser le protocole d'enquête. J'imagine qu'ils vivront dans des zones rurales. La profession agricole en fera donc nécessairement partie, mais pas uniquement. Il faut encore que nous identifions les groupes à réunir, et ceux vers lesquels il faut se tourner pour mener à bien nos enquêtes. Mais pour le moment, la liste n'est pas encore totalement établie.

AJ: En ce qui concerne les problèmes de sécheresse, je suis déjà en contact avec les agences de l'eau, susceptibles d'avoir une liste d'acteurs intéressants qui pourraient accepter de participer à ce genre d'enquête. J'avais préidentifié la zone Adour-Garonne (*couvrant les régions de la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie, et plus marginalement l'Auvergne-Rhône-Alpes, ndr*). Elle est intéressante en termes de changement climatique et révèle des signaux de sécheresse très clairs, notamment en été. Mais il y a d'autres zones impactées par d'autres événements extrêmes, comme les précipitations intenses, les vagues de chaleur, les tempêtes...

La crise climatique a-t-elle un impact sur toutes les fractures dont souffre la France aujourd'hui ?

AJ: Aujourd'hui, la crise environnementale rencontre déjà les crises sociales. On ne peut pas dire que les sécheresses soient uniquement dues au réchauffement climatique. Il y a aussi des questions de choix politique, des décisions d'irrigation... Quand on voit par exemple ce qui s'est passé à Sainte-Soline, les tensions et les fractures qui se sont cristallisées à cet endroit vont au-delà du changement climatique. De nombreuses questions se posent : qui va pouvoir utiliser l'eau ? Est-ce qu'on privatise la ressource ? Est-ce que l'eau est à tout le monde ? Est-ce que les préfets doivent imposer des restrictions ? D'une région à l'autre, la manière dont les personnes

seront touchées va aussi évoluer. D'ailleurs, je ne crois pas que les agriculteurs soient une classe d'individus totalement homogène.

SP: Tout à fait d'accord. Prenez le cas des gilets jaunes : voilà une population également très hétérogène qui se sentait incomprise et mise à mal par les politiques écologiques. C'est facile de dire que l'on peut changer son niveau de vie pour améliorer l'environnement lorsqu'on fait partie des catégories sociales les plus favorisées. Mais lorsqu'on vit dans des conditions modestes, on a plutôt envie d'accéder à un mode de vie plus agréable, on n'a pas envie d'être freiné pour sortir de la pauvreté. Selon moi, il faut prendre en compte tout cela, observer comment la conscience écologique peut se constituer selon les groupes sociaux, et selon leurs aspirations.

Aujourd'hui, on présente souvent la France comme « fragmentée » ou « divisée ». Est-ce que la lutte contre le réchauffement climatique ne pourrait justement pas réconcilier le pays ?

SP: Pour le moment, on a plutôt l'impression qu'elle le divise. C'est ce qui renforce l'intérêt du travail que nous allons mener grâce à la Macif et cette nouvelle chaire. Il faut étudier les conséquences du réchauffement climatique pour arriver à construire de nouvelles mutualisations face à ces risques. C'est l'enjeu final de nos recherches.

AJ: Il y a consensus sur l'existence du changement climatique et sur le fait que ce soit un problème majeur. C'est d'ailleurs l'un des sujets qui préoccupent le plus les Français aujourd'hui, après le pouvoir d'achat (*la protection de l'environnement est l'enjeu*

Serge Paugam

*le plus préoccupant pour 30% des Français**, ndr). Mais là où il n'y a pas consensus, c'est sur les solutions à mettre en œuvre. ●

*Enquête *Fractures françaises* menée par l'Institut Montaigne, 2023.



« Nous ne sommes pas égaux face au réchauffement climatique, mais cela peut faire apparaître de nouvelles formes de solidarité. »



La frontière verte

Si les précaires paraissent parfois moins engagés sur les questions environnementales et rechignent à se revendiquer écolos, ce sont pourtant les plus impactés par le dérèglement climatique. Que s'est-il passé pour que classes populaires et écologie militante se boudent ? Surtout, comment réparer ce que certains nomment la « fracture environnementale » ?

Par Amélie Dollah - Illustration Kim Roselier

« Pendant que Paris respire, Bagnolet s'étouffe. »

Le 19 septembre 2021, une grande banderole déployait ces mots sous l'échangeur de l'autoroute A3 de la porte de Bagnolet, à l'est de Paris. Alors que la capitale célébrait une journée sans voiture, les habitants de sa commune limitrophe en Seine-Saint-Denis dénonçaient une initiative écologique à deux vitesses. Au-dessus de leurs têtes, un monstre bétonné de dix-neuf ponts entrelacés et étalés sur 19 000 m², où défilent près de 300 000 voitures tous les jours. Du bruit, de la pollution et du stress, tel est le quotidien des Bagnoletais, et de tous les habitants des périphéries urbaines qui ont de grands axes autoroutiers pour voisins de palier. « Des mesures existent et sont déjà mises en place pour limiter les impacts de ces échangeurs sur les quartiers plus aisés. Nous exigeons le même traitement », revendiquaient à l'époque les associations à l'origine de la mobilisation, notamment Verdragon, cofondée par la militante Fatima Ouassak.

Les quartiers populaires face à la crise climatique

Trois ans plus tard, ce sentiment d'injustice résonne toujours dans les quartiers populaires. Résultat : l'écologie, étiquetée comme un « truc de riches » ou de « bobos », échoue à rassembler. Pire, elle divise. Car à en croire le sociologue Jean-Baptiste Comby, spécialiste des rapports entre classes sociales et environnement, le rejet de l'écologie par les milieux populaires s'est même accentué aujourd'hui. « Le discours écologique dominant dévalorise leur manière de vivre et les accuse implicitement d'être des pollueurs ou de mauvais consommateurs. Les classes populaires s'en rendent bien compte et en ont ras le bol », expose

l'auteur de l'ouvrage *Écolos, mais pas trop... les classes sociales face à l'enjeu environnemental* (paru en avril aux éditions Raisons d'agir). Ce phénomène de tension porte un nom : « fracture environnementale ».

En novembre 2023, un rapport d'Oxfam intitulé *Égalité climatique : une planète pour les 99%*, révélait l'étendue de cette fracture. Selon l'ONG, en France, « les 1% les plus riches émettent en moyenne dix fois plus de CO₂ par an par leur consommation que la moitié la plus pauvre des Français ». Pourtant, les plus précaires, moins armés que d'autres pour riposter, se retrouvent en première ligne face aux conséquences du dérèglement climatique. Par leurs conditions de vie, d'abord : dans les barres HLM des banlieues urbaines construites dans les années 1960 ou 1970, la mauvaise isolation

des logements fait valser le thermomètre, tout en bas ou tout en haut selon les saisons. Plus que les autres encore, les habitants de Seine-Saint-Denis suffoquent pendant les canicules. Le département est connu pour être particulièrement touché par la surmortalité pendant ces épisodes de chaleur extrême. Pour illustrer l'inégalité des impacts face aux changements environnementaux, Jean-Baptiste Comby évoque le cyclone Belal, qui a dévasté l'île de la Réunion début janvier. « Les riches comme les pauvres, les classes dominantes comme les classes populaires, subissent les mêmes vents et les mêmes pluies, explique le sociologue. Mais qui va perdre beaucoup d'argent parce qu'ils sont mal assurés ? Qui va s'abîmer la santé parce qu'ils devront vivre dans des tentes le temps de réparer leurs logements ? Ce sont bien les plus défavorisés. C'est pareil pour la qualité de l'air. Qui va pouvoir s'échapper le week-end pendant un pic de pollution ? »

« Des mesures existent et sont déjà mises en place pour limiter les impacts de ces échangeurs sur les quartiers plus aisés. Nous exigeons le même traitement. »

Association Verdragon

Un projet écologique trop conservateur ?

En 2018, Quantité Critique, un collectif de sociologues, dépeignait le portrait type d'un manifestant pour le climat. L'étude de terrain menée



auprès de quelque 500 participants à la marche pour le climat à Paris montrait que 74 % des jeunes interrogés étaient issus de classes sociales supérieures. Alors, si les premières victimes du climat sont les classes populaires, pourquoi sont-elles largement sous-représentées dans la rue ou les médias ? Dans son manifeste *Pour une écologie pirate*, Fatima Ouassak, politologue et militante, avance que le projet écologique majoritaire tient plus au maintien de l'ordre social actuel qu'à un véritable changement et « ne correspond en rien aux aspirations au changement dans les quartiers populaires ». « Lorsque des militants écologistes disent "j'ai peur que mes enfants n'aient pas ce que j'ai aujourd'hui", cela ouvre moins la voie à un projet révolutionnaire qu'à un projet conservateur, de préservation d'acquis », justifiait-elle dans une interview donnée en juin 2023 à la Fondation de l'Écologie Politique. Dans le même sens, Jean-Baptiste Comby parle de « dépossession populaire de l'écologie ». Autrement dit, le sujet serait accaparé par les classes dominantes, qui valoriseraient la « bonne conscience écolo » que leur porte-monnaie peut leur offrir (alimentation bio, véhicules électriques, logements aux normes écologiques). En mettant l'accent sur la somme des petites actions individuelles, souvent coûteuses, le discours écologique *mainstream* écarterait de fait les plus précaires. « Sous couvert de demander des efforts à tout le monde, on passe sous silence que ça leur demande encore plus d'efforts à eux », résume le sociologue. Dans cette affaire, le nerf de la guerre reste le langage. Cédric Le Fur l'a plusieurs fois remarqué pendant son travail à l'association d'écologie populaire Fairéco, qu'il a cofondée dans la Métropole de Toulouse. « Une dame nous a dit : "Le développement durable, la transition écologique, ce n'est pas pour nous." Alors qu'elle venait d'expliquer auparavant qu'elle était devenue maître composteur après une formation, raconte le Toulousain. Elle a dit "nous", en s'incluant dans une espèce de case. On a réalisé que notre travail serait aussi de légitimer ces personnes qui se pensent éloignées de l'écologie. »

Valoriser une culture du partage

Depuis 2020, l'association Fairéco est présente dans quatre des dix-huit Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) autour de Toulouse Métropole, dont Bagatelle et Empalot, respectivement à l'ouest et au sud de la ville rose. Elle accompagne près de 80 familles dans la transition écologique en organisant des « Défis Familles ». Le concept ? Pendant sept mois, Cédric Le Fur et son équipe partagent leurs astuces

pour consommer moins et plus écolo, contre une adhésion de trois euros. Au programme : ateliers sur l'économie d'énergie, fabrication de lessive maison, ou encore cuisine zéro gaspillage. Le Toulousain l'admet, parfois les participantes (car ce sont en majorité des femmes, « de 23 à 83 ans ») en savent autant, voire plus qu'eux. « On s'est aperçu qu'il y avait un potentiel de fou, s'enthousiasme Cédric. Coudre, bricoler, réparer une voiture... on n'est pas que dans la débrouillardise, ces personnes ont de vraies compétences. Celles-ci proviennent en partie d'une contrainte économique, mais pas que : c'est aussi une éducation. Notre leitmotiv est de valoriser cette culture des milieux populaires, qui est aussi celle de la sobriété et du partage. » Fairéco décline ses Défis en travaillant également pour des collectivités ou des travailleurs sociaux et propose de mini-formations sur les éco-gestes du quotidien directement chez les adhérents : « Identifier les points où on utilise de l'énergie ou de l'eau, réfléchir aux gestes que l'on peut faire pour diminuer la consommation... » Quand ils ne sont pas sur le terrain, Cédric et ses cinq collègues se trouvent dans leurs locaux, au bas d'un immeuble du QPV d'Empalot, un lieu de passage où les habitants peuvent passer prendre le café et discuter. L'endroit n'a pas été choisi par hasard. Si Cédric et sa compagne Mélanie ont fondé Fairéco, c'est entre autres pour sortir de « l'entre-soi sur les questions écologiques ». « Il suffit de se rendre à une conférence, une projection ou une soirée thématique pour se rendre compte qu'on n'est qu'entre blancs bobos. Ça devenait gênant. Monter l'asso nous a fait beaucoup de bien sur ce point », confie le Toulousain, qui a laissé derrière lui une carrière dans l'industrie pour se consacrer à ce projet. Retour en banlieue parisienne, où Marie-Noëlle Botte a elle aussi changé de vie. Avant de créer l'association Les Fourmis vertes, la sexagénaire était designer chez un fabricant automobile. « J'en avais assez de dessiner des bagnoles, ça n'avait plus de sens pour moi », retrace-t-elle. Après quelques expériences associatives en Seine-Saint-Denis, elle s'est lancée en 2020 dans la « sensibilisation et l'éducation à l'environnement ». Si son QG se trouve dans le XX^e arrondissement de Paris, à la frontière de Bagnolet, la Francilienne est plutôt du genre nomade. Son outil de travail principal : une camionnette Renault Trafic, qu'elle nomme son « appartement pédagogique itinérant ». Au pied des immeubles ou devant les sorties d'école, elle déroule son bazar, des diaporamas, des maquettes, ou des « trucs à toucher » tels que des échantillons de déchets. Comme ce bocal rempli d'eau de mer Méditerranée, où flottent des morceaux de plastique, triste souvenir ramené d'Italie. « C'est comme la

caravane du cirque, s'amuse-t-elle. Le but est d'aller vers les gens directement, sans attendre qu'ils viennent à nous. Parfois on travaille avec des collectivités, on se rend là où elles veulent. Bizarrement, on ne nous demande jamais d'aller dans le VII^e arrondissement (un quartier huppé de la capitale, ndr) », ironise la fondatrice des Fourmis vertes. Aux passants, Marie-Noëlle et son équipe parlent de déchets, de consommation d'énergie ou de biodiversité. Le discours est rodé, avec des exemples concrets, pour s'assurer une véritable écoute. « L'idée est de provoquer un déclic, de faire comprendre que ce n'est pas si compliqué de changer ses habitudes et que c'est dans leur intérêt, sans tomber dans le moralisme. Chacun fait ce qu'il veut, mais c'est important d'en mesurer les conséquences, explique-t-elle. L'ours blanc sur la banquise, ça ne parle à personne, sauf si on relie son destin directement à nos comportements. »

Créer du lien, sortir de l'inaction

Suffit-il donc de réduire le discours écologique aux arguments économiques et au quotidien pour espérer trouver un écho dans les milieux populaires ? Si Jean-Baptiste Comby estime que cette écologie des petits pas est loin d'être inutile, il reste convaincu que la transition n'arrivera que par un changement sociétal profond. « Les sciences sociales montrent depuis un siècle et demi que les discours n'ont d'effet que sur des gens déjà enclins à les intégrer pour modifier leurs pratiques, analyse le sociologue. Il ne s'agit pas d'amener les classes populaires vers l'écologie. Transformer l'école, le marché du travail, les rendre plus démocratiques, accessibles, fondés sur d'autres modes d'évaluation, voilà une politique écologique profonde. Une politique qui combat les logiques de sélection et de concurrence, qui éloignent les gens des modes de vie écologiques. » Cédric Le Fur acquiesce, mais défend tout de même le principe des colibris. « Il faut reconnaître que même si tout le monde faisait tous

les éco-gestes parfaitement, ça ne réglerait qu'un quart du problème. On en est conscient, mais l'idée c'est de sortir de l'inaction. Toute mise en mouvement, qu'elle soit individuelle ou collective, est intéressante », soutient le cofondateur de Fairéco. Pour exemple, le Toulousain raconte que d'anciens adhérents se sont réunis après les Défis Familles et ont créé l'association Basta les Déchets !, à Villeneuve-Tolosane, en Haute-Garonne. « En créant du lien social avec les gens, on les pousse à

s'organiser collectivement, se réjouit Cédric Le Fur. On les a aidés, et maintenant, ce sont des collègues. »

Reste que les initiatives pour recréer le lien entre écologie et classes populaires sont mal réparties géographiquement. Les structures se trouvent surtout dans les périphéries urbaines, notamment les QPV, mais beaucoup moins dans les zones rurales. « Il nous faudrait une Fatima Ouassak des campagnes », plaisante à moitié le sociologue Jean-Baptiste Comby, qui déplore que l'image des classes populaires soit réduite à celles des quartiers. Bonne nouvelle : Fairéco compte se déployer prochainement en dehors de la ville et s'installer aussi en ruralité, « où cette culture des milieux populaires est aussi présente ». « Il y a des échos à faire entre urbain et campagne », projette Cédric Le Fur. En attendant, les démarches les plus connues, comme celle de Banlieues Climat,

Marie-Noëlle Botte

couvrent principalement l'Île-de-France. Cofondée, entre autres, par son porte-parole Féris Barkat et par le rappeur Sefyu, l'association sensibilise les jeunes de quartiers populaires à l'environnement et organise des « séjours déconnexion » en pleine nature. Quant au mouvement Verdragon, il aura peut-être bientôt une nouvelle banderole à dérouler dans le 93 : à Saint-Denis, chef-lieu du département, près de 700 élèves risquent d'être encerclés par l'échangeur autoroutier Pleyel, prévu pour l'organisation des Jeux olympiques de 2024 et déjà partiellement mis en service depuis décembre 2023. ●

« L'idée est de provoquer un déclic, de faire comprendre que ce n'est pas si compliqué de changer ses habitudes et que c'est dans leur intérêt, sans tomber dans le moralisme. »

La lente réduction de la fracture numérique

À en croire l'Insee, plus de 15% de la population française serait aujourd'hui « éloignée » du numérique. C'est mieux qu'en 2019, où l'illectronisme électronique, ou illectronisme, touchait presque 19% des Français, mais la fracture numérique reste réelle. Alors que 8 millions de personnes sont directement concernées, de nombreuses initiatives existent pour corriger la situation.

Texte Constance Decorde - Illustration Kim Roselier

C'était au début de la vaccination contre le Covid-19. À 75 ans passés, Patrick faisait partie des populations à risque et il a souhaité prendre rendez-vous rapidement. Chez lui, c'est quotidiennement qu'il utilise son ordinateur et surfe sur le web, principalement pour lire la presse et envoyer des mails à ses proches. Il possède aussi un smartphone, dont il se sert essentiellement pour passer des coups de téléphone. Alors, quand il a fallu jongler entre les applications pour trouver un rendez-vous pour se faire vacciner, il s'est retrouvé totalement dépourvu. « En quelques heures, il n'y avait plus de créneau disponible. J'avais entendu dire qu'il y avait plusieurs applications qui proposaient des rendez-vous, mais il fallait à chaque fois les installer sur mon téléphone, définir un mot de passe, vérifier le mot de

passer sur mon mail... Je ne m'en suis pas du tout sorti et j'ai dû me faire aider par mes filles. » Patrick a compris que dans le monde d'aujourd'hui, savoir envoyer des mails ne suffit plus. Il faut désormais maîtriser une multitude d'outils informatiques puisqu'absolument toutes les démarches se font en ligne, même celle de réserver une place dans un musée.

Fracture numérique et exclusion sociale

À sa manière, et même s'il n'est pas totalement démuné devant les outils informatiques, Patrick est victime d'illectronisme. Ce néologisme, né de la contraction des mots « illettrisme » et « électronique », correspond à la situation d'une personne qui ne maîtrise pas les compétences nécessaires pour utiliser



pleinement les outils numériques (ordinateurs, smartphones...) ou pour accéder aux contenus disponibles sur Internet (remplir un formulaire ou acheter un billet de train...). L'illectronisme entraîne l'exclusion puisque les outils numériques sont aujourd'hui essentiels dans la plupart des aspects de la vie quotidienne. La résorption de ce qu'on nomme « la fracture numérique » représente un défi majeur de la politique nationale. Selon le rapport de l'Indice de l'économie et de la société numérique (DESI) de 2022, la France est aujourd'hui le cinquième pays le mieux connecté de l'Union européenne. Ces dernières années, on a constaté une nette amélioration de la couverture numérique du territoire grâce au plan France Très-Haut-Débit lancé en 2013 dont l'objectif était d'apporter le très haut débit pour tous à la fin 2022. Le déploiement actuel correspond à 84 % du territoire, soit quatre Français sur cinq. Il reste encore un peu de chemin pour atteindre les 100 % et que les habitants des zones les plus reculées, chez qui l'ADSL ne fonctionne pas, soient aussi raccordés à la fibre... Autre mesure importante : le New Deal Mobile, lancé début 2018 pour accélérer la couverture mobile des territoires, notamment la couverture des zones blanches (*les territoires non desservis par un réseau de téléphone mobile, ndr*). En septembre 2023, 98 % des sites auraient été équipés en 4G. Pourtant, si l'accès au numérique est devenu plus simple en France, ses bienfaits ne profitent pas encore à tout le monde. Selon la dernière étude de l'Insee parue en juin 2023, 15,4 % des personnes de 15 ans et plus résidant en France (hors Mayotte), soit plus de huit millions de personnes, seraient concernées par la fracture numérique. Si l'étude montre que ce phénomène, en recul, est surtout lié au non-usage d'Internet, elle brosse aussi un profil type des individus les plus touchés. Dans cette étude, deux facteurs d'exclusion se distinguent clairement : l'âge, avec un pic de connexion aux outils numériques entre 25 et 30 ans et qui décline à partir de 65 ans avec des taux de connexion très faibles chez les plus de 70 ans. Ensuite, le niveau de vie et d'études : beaucoup moins équipées d'ordinateurs, les personnes non diplômées et aux bas revenus restent éloignées d'Internet. Les usages du numérique restent encore très différenciés socialement et l'illectronisme est donc aussi révélateur d'inégalités sociales.

Quand les plus jeunes butent sur l'administration numérique

Même si les plus de 70 ans sont un peu plus nombreux que les autres à avoir du mal à se servir d'Internet, l'illectronisme est un phénomène plus

largement répandu que l'on ne le pense. Bien qu'elles soient les plus à l'aise avec certains outils informatiques, face aux procédures administratives dématérialisées, mails, création de CV ou encore déclaration d'impôts, les plus jeunes générations, qui utilisent beaucoup moins l'ordinateur qu'un smartphone, présentent parfois un certain déficit en compétences bureautiques. Au point que même parmi les plus jeunes, certains se retrouvent parmi les 8 millions de Français atteints d'illectronisme, tout en étant paradoxalement très à l'aise avec les réseaux sociaux...

Depuis une dizaine d'années, pour accéder à l'ensemble des démarches administratives, il faut connaître les outils numériques. Qu'il s'agisse de refaire son permis de conduire, de solliciter un rendez-vous administratif ou d'envoyer des pièces justificatives : tout se passe sur Internet qui est devenu le seul et en tout cas la première interface des relations entre usagers et administrations. C'est pour tenter de combler cette fracture numérique que la CAF de Toulouse a ouvert un guichet réservé aux étudiants, l'accueil Welcome Desk, où des conseillers accompagnent les étudiants dans leurs démarches d'aide au logement.

Mais d'autres initiatives fleurissent partout en France. « Je pensais pourtant que j'allais savoir me débrouiller, mais pour refaire mes papiers, j'ai eu des difficultés et je me suis rapprochée du dispositif France services : ils m'ont tout expliqué, et j'ai pu effectuer les démarches directement sur place ! », explique Christine, 71 ans, qui habite dans le département d'Indre-et-Loire. France services est un réseau public de plus de 2 600 lieux d'accueil, d'accompagnement et d'aide aux démarches administratives du quotidien, situés à 30 minutes maximum en voiture de n'importe quel endroit en France. Ses conseillers numériques accompagnent les usagers à la réalisation des démarches auprès de neuf opérateurs nationaux (ministères de l'Intérieur et de la Justice, services des impôts, France Travail, Caisse d'allocations familiales, Assurance maladie, Assurance vieillesse, Mutualité sociale agricole et la Poste.) Des usagers souvent âgés, qui, comme Christine, ont besoin d'un petit coup de main numérique.

WeeM, la cabine acoustique connectée

Autre initiative d'aide à l'accès au numérique, WeeM, start-up normande créée en 2017, propose une cabine connectée déployée dans l'espace public – gares, collectivités, campus étudiants, centres commerciaux, aéroports. Elle est équipée d'une caméra et d'un système de visioconférence pour aider et guider l'utilisateur. Elle se destine aux personnes qui

« J'ai bénéficié d'un apprentissage des compétences informatiques de base, comme la prise en main d'un ordinateur ou l'utilisation d'une boîte mail. Maintenant, je ne me sens plus complètement perdu ! »

Farid

ne savent pas utiliser ou n'ont pas accès aux nouvelles technologies. Une WeeM e-santé existe aussi, équipée de dispositifs médicaux connectés pour réaliser le diagnostic des patients et développer la télémédecine, notamment dans les déserts médicaux. À ce jour, l'entreprise a déployé une vingtaine de cabines en France, dont trois en Île-de-France, deux à Reims et deux autres à Nantes.

De manière générale, les plus touchés par la fracture numérique sont les plus modestes. Les personnes sans diplôme ont ainsi un risque sept fois plus élevé d'être en situation d'illectronisme que ceux ayant au moins un bac+5. Aider les Français les moins à l'aise avec le numérique est aussi un enjeu d'égalité au sein de notre société. Forte de ce constat, l'association Emmaüs Connect, créée en 2013, s'est donné pour mission de permettre aux personnes en situation de précarité sociale et numérique d'accéder aux outils en ligne devenus indispensables. Comme l'indique son site web : « Être coupé d'Internet aujourd'hui, c'est être exclu de services essentiels de la vie quotidienne, c'est s'éloigner du retour à l'emploi, du lien social. » Toute personne – senior précaire, jeune en insertion, migrant, personne sans domicile, sans diplôme ou sans formation – préalablement orientée par les services sociaux peut donc se rendre à un des 400 relais numériques Emmaüs Connect répartis dans 19 territoires d'action en France et bénéficier d'un accompagnement sur mesure. « Je me suis rendu à une permanence connectée près de

chez moi à Saint-Denis (93), et dès mon arrivée, on m'a fait faire un diagnostic numérique pour avoir une idée de mon niveau, raconte Farid, la cinquantaine, bénéficiaire d'Emmaüs Connect. J'ai aussi bénéficié d'un apprentissage des compétences informatiques de base, comme la prise en main d'un ordinateur ou l'utilisation d'une boîte mail. Maintenant, je ne me sens plus complètement perdu ! » Et puisque l'accès au numérique est aussi une question de moyens financiers, des outils numériques à prix solidaire (recharges prépayées, matériel à petit prix) issus de dons reconditionnés sont aussi mis à disposition par l'association. À ce jour, 135 000 personnes en difficulté numérique ont déjà été accompagnées par Emmaüs Connect. Parmi les publics éloignés du numérique, il ne faut pas oublier non plus les personnes en situation de handicap pour qui les interfaces web ne sont pas toujours ergonomiques. Développé pour proposer des paramétrages adaptant l'affichage des sites Internet en fonction des besoins moteurs, visuels et cognitifs de chaque internaute, le dispositif Facil'iti souhaite compenser ces inégalités et rendre l'accès au web égal à toutes et tous. Des centaines d'autres initiatives existent dans tout l'Hexagone pour réduire cette fracture numérique qui exclut et renforce les inégalités sociales dans un monde toujours plus connecté. L'objectif du 100 % connecté est encore loin d'être atteint, mais heureusement les initiatives se multiplient pour s'en rapprocher. ●

Les jeunes contre les vieux...
L'époque serait-elle à la fracture
générationnelle ? Pas forcément.
Logements, crèches, ateliers,
par pragmatisme ou solidarité,
ces dernières années, dans les
villes comme à la campagne,
les initiatives visant à tisser
des liens entre les générations
se multiplient. Alors que le
nombre de personnes âgées ne
cesse de croître en France, la
multiplication de ces solutions
intergénérationnelles pourrait
devenir incontournable.

Par Gérome Darmendrail

Vers un futur intergénérationnel

Comme chaque après-midi ou presque,

Colette se rend au Carrefour des solidarités, dans le XIX^e arrondissement de Paris, non loin du canal de l'Ourcq. Elle y retrouve ses copines, s'installe en général à la même place et boit un thé tout en s'inquiétant de savoir quand le goûter sera servi. Le lieu, pas très grand, est un peu chargé, mais chaleureux. Elle en est la doyenne, affirme-t-elle, non sans une pointe de fierté. « 93 ans ! », précise-t-elle. « Vous ne les faites pas », lui rétorque Abdoulaye, de 74 ans son cadet, qui s'assoit à sa table et ne semble pas le dire uniquement par politesse. Lui aussi est du quartier, mais c'est la première fois qu'il pousse la porte du Carrefour des solidarités, espace dédié aux personnes âgées isolées ou handicapées, dans lequel on vient chercher une aide administrative ou simplement passer le temps. Il n'est pas le seul jeune à être présent aujourd'hui. Ils sont six, entre 17 et 20 ans, à être venus se mêler à la douzaine d'habitues des lieux pour participer à un atelier animé par Odile, retraitée et artiste photographe. Aujourd'hui, il sera question d'étudier la composition d'une photo et la manière de jouer avec la lumière. Mais c'est un peu un prétexte. Plus que d'apprendre les rudiments de la photographie, ce qui motive les participants c'est surtout l'envie de partager un moment entre générations différentes. C'est l'objectif avoué de l'association Les Rhiz'homes, lancée il y a un peu plus d'un an par trois étudiants de Sciences Po Paris, qui organise deux à trois fois par mois ces ateliers intergénérationnels.

« La dernière fois, on a fait de la cuisine avec Josie, qui est martiniquaise et qui nous a appris à faire des petits pâtés de Noël », raconte Laure Bineaud, cofondatrice de l'association. On va faire du théâtre, du bridge, des sorties... On regarde souvent les personnes âgées comme

« Ce qui est nouveau, c'est que le mélange des générations ne concerne plus seulement les liens du sang. »

des personnes dépendantes, mais notre souhait est de promouvoir une transmission horizontale entre les générations. De faire que les personnes âgées et les jeunes se transmettent chacun quelque chose, qu'on ne soit plus dans une relation d'aide asymétrique. Il n'y a pas longtemps, une dame nous a dit qu'elle trouvait intéressant de côtoyer les jeunes d'aujourd'hui, pour voir ce qu'ils ont dans la tête. C'est pareil avec les jeunes, qui ont souvent envie de parler avec des personnes qui ont vécu plus de choses qu'eux. Ils ont ce besoin commun d'échanger avec des gens qui ont un autre regard sur la vie. » Colette ne lui donne pas tort. « On rencontre d'autres gens, c'est plus animé, c'est mieux. Et vous voyez, dit-elle en montrant la salle qui est pleine, ça a du succès ! »

Cette initiative va à l'encontre de l'idée d'une fracture générationnelle scindant la société française entre jeunes et vieux. Refrain souvent entendu dans les médias et les conversations ces dernières années, attisé par une crise du Covid durant laquelle la jeunesse aurait été sacrifiée pour protéger les aînés, par une réforme des retraites qui a rappelé aux jeunes actifs qu'ils cotisaient pour la génération des Trente Glorieuses, ou par des enjeux écologiques qui mobiliseraient moins les seniors que les plus jeunes. « Depuis 2015, pour la première fois en France, les plus de 60 ans sont plus nombreux que les moins de 20 ans, ça a généré tout un discours sur le choc des générations ou sur l'idée que les plus jeunes seraient moins avantagés que la génération des baby-boomers au niveau de l'emploi et de l'immobilier », indique Nathaël Torres, qui a publié il y a quatre ans une thèse intitulée *Mixité sociale et vieillissement de la population : quelles perspectives pour un habitat intergénérationnel durable ?*. Il dirige aujourd'hui l'agence lyonnaise de Réciprocité-Cité, une entreprise solidaire accompagnant des projets d'habitat intergénérationnel.

Une nouvelle mixité générationnelle

Mais derrière le discours, la réalité est sans doute plus nuancée, estime-t-il. D'ailleurs, en 2021, une étude

de la fondation Jean-Jaurès, réalisée par l'institut BVA, *Génération : le grand fossé ?*, remarquait déjà que le soi-disant fossé n'était pas si grand et que les solidarités entre générations demeuraient fortes. Interrogés sur les inégalités qui leur paraissaient les plus insupportables, seuls 8 % des Français évoquaient les inégalités entre générations,

Sabine Mosser



Au Carrefour des solidarités à Paris en janvier 2024

tandis que 87 % des plus de 60 ans et 82 % des 18-29 ans partageaient une même préoccupation environnementale. « Ce qui est avéré, note en revanche Nathaël Torres, c'est qu'il y a beaucoup plus de mobilité géographique au sein des familles. On vit plus éloigné de ses parents et grands-parents qu'auparavant, donc on les voit moins. »

Pour autant, ou peut-être à cause de cela, les initiatives en faveur d'un rapprochement entre les générations se multiplient depuis quelques années. Colocations, résidences, crèches, ateliers se déclinent à l'intergénérationnel. « Pendant des siècles, le mélange des générations concernait toutes les familles, rappelle Sabine Mosser. Ce qui est nouveau, c'est que ça ne concerne plus seulement les liens du sang. » Elle dirige l'antenne parisienne de Ensemble2Génération, une association pionnière en matière de cohabitation intergénérationnelle, qui depuis 2006 met en relation seniors et étudiants. Pour rompre leur isolement et prolonger leur maintien à domicile, l'idée est de proposer à des personnes âgées de louer à un prix modeste, voire modique, une chambre à de jeunes gens entre 18 et 30 ans, lesquels s'engagent, en contrepartie, à leur tenir compagnie, voire à leur rendre des petits services type courses ou aide informatique, selon la formule choisie. « Ce sont souvent les enfants du senior qui nous contactent et nous disent : "J'habite loin, ma mère est un peu âgée, elle vit seule, je suis un peu inquiète..." Du côté des étudiants, pour lesquels la recherche d'un logement s'avère

souvent compliquée, la demande est assez forte. » Une forme de pragmatisme qui engendrerait des bienfaits profonds, selon Sabine Mosser. « Une de nos directrices disait : "La jeunesse donne un sens à la vieillesse." Les seniors connaissent un regain de vitalité, les échanges avec les jeunes participent à entretenir un dialogue, et les jeunes, eux, se sentent utiles. C'est gagnant-gagnant. » Et à en croire les retours d'expérience recueillis par Ensemble2Génération, ce type de colocation repousserait en moyenne l'âge d'entrée en maison de retraite de trois ans.

L'importance des logements adaptés

Permettre à des personnes de vieillir chez elles dans de bonnes conditions, et ainsi offrir une alternative aux maisons de retraite de plus en plus critiquées, c'est également la volonté affichée par les résidences intergénérationnelles. Le principe, cette fois, est de proposer au sein d'un même immeuble des logements attribués à des personnes d'âges différents, qui peuvent se retrouver dans des espaces de vie partagée. « On y trouve des logements adaptés à des personnes âgées, et d'autres destinés à accueillir des familles, des personnes seules, des étudiants, en fonction des besoins du territoire, explique Nathaël Torres. Au début, on organise des repas pour que tout le monde se rencontre, et dans une grande partie des projets, il y a un accompagnement à la vie sociale, à la convivialité. Un animateur intergénérationnel qui vient ponctuellement ou tous les jours, et dont le salaire est généralement pris en charge par la collectivité. » Une forme d'habitat qui a le vent en poupe, plébiscité par les élus et aujourd'hui essentiellement porté par des bailleurs sociaux, mais qui intéresse de plus en plus des acteurs privés souhaitant faire évoluer leurs résidences seniors. Car si vivre entre jeunes et vieux ne va parfois pas sans quelques frictions, notamment en matière de bruit ou de rythme de vie, les avantages induits par les relations intergénérationnelles compensent ces inconvénients. Et pas seulement pour les plus âgés, même s'ils sont « clairement le public ciblé », comme le reconnaît Nathaël Torres.

Pour Mathilde Duflos, chercheuse en psychologie du développement à l'université de Tours, dont les travaux portent sur la grand-parentalité, les relations intergénérationnelles sont également bénéfiques aux plus jeunes d'un point de vue psychologique. « À une époque où la jeunesse est marquée par l'écoanxiété, a mal vécu le Covid, où l'on parle d'épidémie de solitude chez les jeunes adultes et même de baisse du désir d'enfants chez les 18-30 ans, c'est intéressant de s'enrichir de la perspective des plus âgés. Ça aide à avoir une vision d'ensemble.

« Tout le monde est convaincu des bénéfices de l'intergénérationnel. Il n'y a pas de frein politique ou administratif, il faut simplement initier et conduire le changement auprès des gens. »

Rodolphe Callies



Quand on vieillit, on tend à se débarrasser du négatif dans le quotidien pour se concentrer sur les relations qui ont de l'importance. Paradoxalement, on a des gens âgés qui sont globalement plus heureux que les jeunes, lesquels sont plus touchés par la dépression, par exemple. Et quand on arrive au dernier stade du vieillissement, on a souvent envie de transmettre quelque chose avant de partir. Cela revient beaucoup chez les plus âgés, c'est d'ailleurs pour ça qu'ils sont autant à écrire des livres sur leur vie. »

Rodolphe Callies assure que « si ça ne tenait qu'à eux, tous les établissements pour seniors auraient des crèches. Aucun directeur ne m'a dit que ça ne l'intéressait pas. » Et si ça ne tenait qu'à lui, « tous les Ehpad deviendraient des tiers-lieux » avec des crèches, mais aussi des cafés intergénérationnels. « Mon but, c'est d'arriver à faire que ces établissements ne soient plus des mouiroirs. Apportons de la vie, de l'activité, sans contrainte. Si un senior ne veut pas faire d'activité avec les enfants, il n'y a pas

Mélanger... et faire tomber les préjugés

Ce principe de bénéfices mutuels est aussi à la base du projet de Rodolphe Callies, fondateur de Mamie Baby, un concept de microcrèches intergénérationnelles, la première ayant été inaugurée il y a quelques mois à côté du Havre. Quatre autres sont prévues en 2024, et l'objectif est d'en ouvrir ensuite une quinzaine par an dans toute la France. Marqué par la perte d'un grand-père décédé dans un Ehpad, « qui a souffert de l'isolement », il voit dans ce projet une façon d'amener de la vie dans les établissements pour seniors, le principe étant d'ouvrir les crèches au sein ou à proximité immédiate d'un Ehpad ou d'une résidence services seniors et d'organiser trois à quatre ateliers chaque semaine, en mêlant enfants et résidents. « Le projet éducatif de l'enfant est basé sur des rencontres, des échanges avec des seniors. Un peu comme des activités avec un grand-parent qui va leur lire une histoire, avec qui ils vont fabriquer des objets, s'occuper d'un potager. C'est un peu comme des vases communicants : les seniors retrouvent une forme d'énergie, les enfants, une forme d'apaisement. Les ateliers durent entre une demi-heure et une heure, et le reste du temps, chacun vit sa vie. » S'il faut parfois faire preuve de pédagogie auprès des parents et leur expliquer que « les seniors ne vont pas s'occuper de leur enfant à la place de l'équipe de la crèche »,



de problème, il n'est pas obligé de participer, mais au moins il aura la possibilité d'interagir avec de plus jeunes générations. »

À l'heure où la pyramide des âges française s'affaisse au point de ressembler à un navet, et alors qu'on estime qu'entre 2020 et 2030, le nombre de Français âgés de 75 à 84 ans va passer de 4,1 à 6,1 millions, il sera de toute façon compliqué de mettre les plus âgés à l'écart et ne pas mélanger les générations. « J'ai discuté quasiment avec tous les exploitants d'établissements pour seniors, j'ai rencontré des mairies, des promoteurs, j'ai échangé la semaine dernière avec le cabinet d'Aurore Bergé (alors encore ministre des Solidarités, ndr)... Tout le monde est convaincu des bénéfices de l'intergénérationnel. Il n'y a pas de frein politique ou administratif, il faut simplement initier et conduire le changement auprès des gens », insiste Rodolphe Callies.

Une question de temps donc, et un enjeu de société, comme le rappelle Nathaël Torres. « Le Covid, la réforme des retraites ont fait remonter des tensions, ou de soi-disant tensions, entre les générations. Mais on se rend compte qu'elles disparaissent dès que les gens apprennent à se connaître. Ça vaut pour la plupart des formes de discrimination. Dès qu'on passe du temps avec l'autre, les préjugés tombent. »

Des grands-parents qu'on voit moins, mais mieux

Ce n'est pas parce qu'on voit moins souvent ses grands-parents que la relation se distend. Ces trente dernières années, la grand-parentalité a évolué, et ce serait plutôt dans le bon sens, estime Mathilde Duflos, chercheuse et spécialiste du sujet. « Les familles où cohabitaient trois générations à la maison se sont

raréfiées, souligne-t-elle, mais on a des grands-parents en bonne santé plus longtemps. Ça permet une relation plus prolongée. On a aussi des grands-parents plus investis, notamment les grands-pères. Il y a trente ans, ils étaient des figures un peu lointaines, qui n'essayaient pas nécessairement de nouer un lien affectif avec leurs petits-enfants. Aujourd'hui, on a des grands-pères qui font des jeux de société, qui emmènent leurs petits-enfants à la piscine, au parc, qui essaient de partager des moments de qualité avec eux. Et donc à terme, ça change les relations. Ça permet de se créer des souvenirs communs. Quand on rencontre ses grands-parents en Ehpad, on ne se crée pas les mêmes souvenirs. On voit aussi des grands-parents soutenir financièrement leurs petits-enfants. Ils essaient de plus en plus d'apporter de l'aide de leur vivant, plutôt qu'après leur mort à travers un héritage. » Et, d'une certaine façon, leurs petits-enfants le leur rendent bien. Une étude allemande, publiée en 2017 dans la revue universitaire *Evolution and Human Behavior*, affirmait ainsi que s'occuper de ses petits-enfants favorisait l'allongement de l'espérance de vie. ●



Avec son partenaire Cohabitis, la Macif met en relation un étudiant et une personne âgée pour que le second héberge le premier dans une logique d'échange de services et de solidarité.



La transition écologique pour vaincre le décrochage scolaire

Chaque année, 100 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme. Selon la revue *We demain*, dans les trente prochaines années, presque un million d'emplois seront créés dans le secteur de la transition écologique. Le réseau éducatif Être y voit une opportunité évidente. À Najac, dans l'Aveyron, des jeunes ruraux en décrochage scolaire remettent un pied à l'étrier, les mains dans la ferraille.

Par Victoire Radenne - Reportage photo à Najac, dans l'Aveyron par Brian Reynaud

Il faut sillonner des paysages vallonnés dans le brouillard du mois de décembre pour arriver jusqu'à Mergieux,



hameau aveyronnais entouré de bois jouxtant la commune de Najac. Là-bas se niche l'une des dix-neuf écoles Être, qui forment les

jeunes éloignés de l'emploi de 16 à 25 ans aux métiers de la transition écologique, de l'écoconstruction au maraîchage. Dans le garage d'un ancien centre de vacances où les bâtisses en pierre et les prairies environnantes plantent un décor bucolique, sept stagiaires tâtonnent les freins et les amortisseurs de vélos fatigués, dans l'espoir de leur offrir une seconde vie à la ressourcerie du Rouergue, non loin d'ici. Le concret de la formation séduit ces jeunes qui ont décroché du milieu scolaire ou stagnent dans le chômage de longue durée. Pendant deux semaines, ils apprendront à déchiffrer la mécanique des vélos, une occasion d'emmagasiner des compétences pratiques et manuelles où la finalité du travail s'observe à l'œil nu. Deuxième étape : la construction d'un four solaire, objet d'avenir qui n'émet aucun CO₂ et réduit les dépenses, sa source d'énergie étant gratuite et inépuisable : le soleil. Deux secteurs d'activité qui promettent un besoin de bras et de cerveaux dans les décennies à venir.

Renverser le rapport sachant / apprenant

Ici, personne ne se reconnaît dans le dénominateur élève, malgré un jeune âge et une volonté d'apprentissage. « On tient à décentrer le rapport sachant/apprenant propre au modèle éducatif traditionnel qui n'a pas laissé que des bons souvenirs », précise Florent, encadrant technique de l'école aveyronnaise. Le sentiment de passivité provoqué par les cours

magistraux ou encore le harcèlement scolaire en a démotivé plus d'un. « Ici, la seule théorie se glisse dans la pratique et le maître mot est la bienveillance », plaide l'encadrant.

« Un petit coup de brosse à dents sur la chaîne rouillée et c'est reparti ! », lance Sofiane, inhabituellement enthousiaste. Lycéen avec une énergie à revendre dans un établissement catholique « hyper strict » puis titulaire d'un BTS ébénisterie, ce garçon d'une vingtaine d'années a toujours subi douloureusement ses expériences scolaires, jusqu'à ce qu'il se découvre une passion où la rigueur ne représente plus un effort. « J'ai dessiné tous les plans de mon camion aménagé sur des logiciels. C'est du concret, j'adore. Prochaine étape : mon tour de France sur la route ! », s'exclame-t-il, redressant son béret en souriant. Comme les six autres stagiaires, Sofiane est à la recherche d'un avenir où la carrière est moins importante que l'épanouissement personnel ou l'utilité sociale.

Tête pleine, rien dans les mains

Avant d'arriver dans le froid de Najac, Geoffrey, urbaniste de formation originaire de la région Pas-de-Calais, arpenteait les cols et les sommets de l'autre côté de la frontière, en Espagne. Réparer des vélos n'est pas son métier de rêve, mais ce stage représente pour lui des compétences pratiques en plus dans sa besace. « Certains jeunes que l'on accueille ont une tête pleine de savoirs mais rien dans les mains. Ils viennent ici pour remédier à ça », précise Florent, architecte de formation qui s'est lui aussi tourné vers les écoles Être comme encadrant pédagogique par quête de sens. Changer de voie des dizaines de fois au cours de sa carrière professionnelle n'effraie pas ces jeunes ruraux. Bien au contraire. « Souvent, la route est tracée



avant de réellement savoir ce qu'on veut. On est engagés dans un boulevard sans grande conviction », soutient Max, bonnet en laine et corps longiligne, qui ne trahit en rien ses années passées chez un carrossier. La plupart ont grandi dans un environnement agricole, et n'ont connu que la ferme de leurs parents, où le travail était rude. Physiquement éloignés de l'emploi et de la sociabilité, ils rêvent désormais de rencontres et de partage. « J'ai fait de l'animation pendant des années, mais j'ai perdu le goût du métier et ma confiance en moi. Je veux aller vers quelque chose qui me ressemble plus », affirme Laura, 24 ans, seule femme de la formation. Finalement, peu importe la mission, ce qui compte est le contexte dans lequel ils exercent leur métier. « Par exemple, le métier de comptable me déprime. Mais faire de la compta pour le festival Trans Musicales à Rennes, j'ai adoré », nuance Maxime, un Aveyronnais passionné de rock, en resserrant avec force les freins d'un vélo. À sa droite, Adam s'étonne lui-même de réussir à se plier aux horaires précis de la formation. « Il y a quelques années à peine, j'allais au lycée un jour sur trois, la boule au ventre. J'ai compris qu'il fallait arrêter de forcer, que ce n'était pas pour moi. Ici, en petit comité, avec un objectif précis, je me sens bien », assure-t-il, la moue rassurée. La phobie scolaire, qui l'a marqué au fer rouge, l'a longtemps isolé de toute forme d'engagement social. L'absence de jugement entre les stagiaires qui règne dans cette formation le réconcilie avec les autres.

Décrocher en milieu rural, la double peine

En général, le décrochage scolaire se fait au lycée, suivi par quelques années d'errances, et des approches timides avec la Mission locale, lieux où ils sont repérés par les écoles Être. « Beaucoup de jeunes sortent du lycée avec une vision hyper négative du futur et de la société dans laquelle on vit. En venant ici, ils sont encore plus conscients de la merde dans laquelle on est collectivement, mais ils y découvrent une lueur d'espoir », nuance Florent.

Les territoires ruraux comptent près d'un cinquième des effectifs des décrocheurs scolaires, soit 17 % des jeunes sortant du système éducatif sans diplôme. Le milieu rural est marqué par l'éloignement des services et des écoles post-bac. L'absence d'écoles de la deuxième chance, comme des Établissements pour l'insertion dans l'Emploi (Epide), achève de creuser les inégalités territoriales des étudiants.

Pour les jeunes de ces régions, le décrochage scolaire n'est pas nécessairement synonyme d'entrée précoce dans la vie professionnelle. Les petites villes de campagne, où le bassin d'emplois est plus restreint, réduisent également leurs possibilités d'avenir comme peau de chagrin. « Agriculteur, maçon, charpentier : soit



« Il y a quelques années à peine, j'allais au lycée un jour sur trois, la boule au ventre. J'ai compris qu'il fallait arrêter de forcer, que ce n'était pas pour moi. Ici, en petit comité, avec un objectif précis, je me sens bien. »

Adam

on aime ça, soit on s'y plie », confirme l'un des stagiaires sur un ton désabusé. À l'échelle nationale, l'origine sociale est l'un des premiers facteurs du décrochage. Les enfants issus de familles monoparentales ou ceux dont les parents sont peu qualifiés ou peu impliqués dans la scolarité présentent un risque supérieur de désengagement. Pourtant, il se pourrait qu'ils représentent les acteurs du changement.

Un renversement des savoirs vertueux

En 2005, alors qu'il était éducateur spécialisé dans une Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) à Toulouse, Frédéric Mathis comprend que les jeunes défavorisés seront les premières victimes

« **Quand nos stagiaires qui viennent d'un milieu très modeste donnent un cours d'installation de panneaux photovoltaïques aux étudiants de Sciences Po Paris, c'est un renversement des savoirs hyper vertueux!** »

Frédéric Mathis

du réchauffement climatique en raison d'habitats mal isolés et du manque d'espaces verts, malgré une empreinte carbone inférieure au reste de la société. « *Mais ils sont aussi l'espoir d'engager une transition concrète, avec des métiers pratiques dont on aura grandement besoin et que les jeunes favorisés ne veulent pas faire: c'est la raison d'être de notre réseau* », assure cet ancien travailleur social.

Convaincu de cette double réalité, il fonde les écoles Être, implantées dans dix-neuf régions françaises. Pas question de créer du bâti supplémentaire, les jeunes intègrent associations indépendantes et tiers-lieux locaux déjà implantés, qui sont labellisés par le réseau Être, et subventionnés par les Régions (les subventions proviennent également des banques Crédit Agricole et la Caisse d'Épargne). Lainage, agriculture urbaine, maraîchage d'altitude, habitat durable, économie circulaire... Les formations, qui durent de deux semaines à un an, sont entièrement gratuites et sont accessibles à tous les intéressés partout en France.

Un moyen de réinsérer les jeunes mais aussi de répondre aux défis qui se présenteront aux entreprises de demain. Ne serait-ce que dans le bâtiment, la rénovation annuelle de 500 000 logements permettrait

la création de 75 000 emplois directs et indirects. Quant aux énergies renouvelables, le secteur devrait créer près de 125 000 emplois d'ici 2025 (principalement pour l'installation et la maintenance

dans le solaire et l'éolien). Dans son étude *Les effets de la transition écologique sur l'emploi*, de juillet 2022, l'Ademe (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie, établissement public qui a pour missions premières de favoriser la protection de l'environnement et les économies d'énergie) indique que les emplois directs de ces secteurs progressent de 72 % depuis 2006 pour atteindre le nombre de 357 730 ETP (« équivalent temps plein ») en 2019. « *Quand nos stagiaires qui viennent d'un milieu très modeste donnent un cours d'installation de panneaux photovoltaïques aux étudiants de Sciences Po Paris, c'est un renversement des savoirs hyper vertueux!* », se souvient Frédéric Mathis, qui a organisé des rencontres entre étudiants aux origines sociales opposées.

Une fresque pour demain

Les entreprises peuvent utiliser la fresque de l'emploi durable, un outil pédagogique et collaboratif pour comprendre l'incidence du changement climatique sur l'emploi.

Cette fresque, disponible sur le site de Solidarités nouvelles face au chômage (snc.asso.fr) prend la forme d'un jeu de rôle, par petits groupes de trois personnes, constitués de façon aléatoire. La règle est simple: un duo de joueurs accompagne un personnage fictif dans sa transition professionnelle vers un emploi choisi, « *sain pour lui et pour la planète* », sur une période de trois ans.

Transition écologique et greenwashing

Une offre de formation sérieuse, comme le propose le réseau éducatif Être, est d'autant plus nécessaire depuis l'arrivée de formations privées plus douteuses



dans le secteur de la transition écologique. Intitulés de diplômes pompeux, frais de scolarité exorbitants, greenwashing: les écoles privées spécialisées fleurissent dans le paysage de l'enseignement supérieur. Près d'une trentaine de nouvelles formations privées ont surgi sur le territoire, en grande partie depuis la crise sanitaire, avec les mêmes éléments de langage entre écoles concurrentes... Le sérieux n'est pas toujours au rendez-vous et l'argumentaire probusiness va bon train: « *Sauver la planète d'un désastre écologique est une opportunité de 12 000 milliards de dollars* », lit-on sur le site de l'une d'entre elles.

Des slogans qui provoquent des haussements de sourcils parmi les intéressés. « *Encore des tentatives du capitalisme vert!* », scande l'un des élèves, les mains remplies de cambouis. Quand l'horloge affiche 17h et annonce la fin de journée, il est temps de revenir sur le travail accompli. « *Vous pouvez vous féliciter, on a réparé une dizaine d'épaves* », sourit Rémi, intervenant sur la réparation vélo, laissant un silence planer. « *Je parlais des deux-roues, pas de vous hein* », clarifie-t-il, suivi d'un rire général. ●

Réenchanter les campagnes en déclin



La qualité de vie des habitants de certaines zones rurales se détériore à mesure que les services et les commerces de proximité disparaissent. Pour lutter contre ces inégalités, de nombreuses initiatives ont vu le jour, comme des foncières rurales soutenant la création de lieux de vie dans les centres bourgs ou des dispositifs itinérants offrant des consultations médicales ou du dépannage informatique dans les campagnes.

Par Hélène Brunet-Rivaille - Illustration Kim Roselier

En moyenne, un Français sur trois vit à la campagne. Et, si ce mode de vie fait rêver par bien des aspects, notamment parce qu'il permet d'accéder plus facilement à la propriété et de profiter du grand air, le quotidien d'une bonne partie des ruraux est assez éloigné de l'image d'Épinal de la campagne joyeuse. Les déséquilibres sont parfois si importants entre les villes et les communes rurales que certains décrivent une « France à deux vitesses ». Lorsqu'il est question de « fractures territoriales », on oppose trop souvent les zones urbaines à la France rurale dans son ensemble. Or, toutes les campagnes ne sont pas logées à la même enseigne. Il y a de grandes disparités entre les communes rurales dynamiques et les autres. Dans son ouvrage intitulé *Ceux qui restent ; Faire sa*

vie dans les campagnes en déclin (éd. La Découverte, 2019), tiré d'une enquête immersive dans le Grand Est, le sociologue Benoît Coquard explique bien cette dichotomie : « Il existe d'un côté des milieux ruraux dits attractifs, qui se repeuplent et parviennent à attirer de nouveaux habitants et, de l'autre, des milieux ruraux qui se dépeuplent et s'appauvrissent. » Les « campagnes riches » se situent, en général, dans les environs des littoraux touristiques, dans les territoires viticoles et dans « toutes les régions rurales qui peuvent bénéficier de différentes manières de l'influence des grandes villes », selon l'auteur. Il ajoute : « On y retrouve une mixité sociale assez comparable à celle d'une ville moyenne. » Ailleurs, dans ce qu'il désigne comme les « campagnes en déclin », il constate que la population diminue



« dans des proportions assez semblables au dernier exode rural d'après-guerre ». Et cette situation n'est pas sans conséquences. Progressivement, les commerces ferment dans ces villages qui se vident, faute de clientèle suffisante ou de repreneurs. Les services s'éloignent et les opportunités d'emplois se raréfient. Et tout cela conduit à une forte dégradation des conditions de vie des habitants de ces communes, privés d'épicerie, de bureau de poste, d'école, de médecin et de tant d'autres lieux nécessaires au bien-être, au vivre-ensemble et au bien vieillir. Benoît Coquard regrette ainsi la disparition des bistrotiers de villages, qui « constituaient des lieux de sociabilité centraux ».

Désormais, des distances importantes séparent la majorité des habitants de ces zones rurales délaissées de leurs lieux de travail, des centres médicaux, des commerces et des espaces de loisirs et de culture. Selon l'Insee*, en 2023, la moitié des actifs résidant dans une zone rurale parcourent 13 kilomètres ou plus pour se rendre sur leur lieu de travail. Et sur les vingt dernières années, la distance domicile travail a augmenté de moitié pour les zones rurales. Or, bien souvent, les communes concernées se trouvent en dehors des réseaux de transports en commun. La dépendance à la voiture est ainsi très forte et la mobilité conditionnée par la détention du permis de conduire, la possession d'un véhicule (souvent, plusieurs au sein d'une même famille) et la capacité de financer les frais de carburant et d'entretien, ainsi que l'assurance. Et cela impacte particulièrement l'autonomie des plus précaires, ainsi que les jeunes et les personnes âgées. À la campagne, le budget alloué au transport peut représenter jusqu'à 20 % des dépenses d'un ménage. C'est pourquoi certains ruraux se retrouvent dans une boucle infernale : sans revenus, ils n'ont pas les moyens de se déplacer, et sans solution de mobilité, ils ne peuvent accéder ni à l'emploi ni à la plupart des formations.

Combattre les déserts médicaux

Pour rendre le quotidien de ces Français plus viable, beaucoup de projets ont émergé ces dernières années, parfois inspirés d'initiatives plus anciennes. La plus grande des injustices réside probablement dans l'absence d'accès aux soins à laquelle sont confrontés les ruraux non véhiculés résidant dans les « déserts médicaux », quand ils ne peuvent pas compter sur les solidarités familiales ou citoyennes pour se rendre dans les hôpitaux et chez les médecins en ville. C'est pourquoi des associations et des

collectivités ont imaginé des cabinets médicaux itinérants qui vont à la rencontre des habitants des zones rurales. Dans l'agglomération d'Évreux, des médecins retraités reçoivent en consultation à bord du Doctobus, garé devant les salles des fêtes. Un Médicobus parcourt le département de l'Orme, un Gynécobus celui du Var et le camion Opti'soins, l'Auvergne. Et cela fait trois décennies qu'une Mammobile se promène sur les routes pour proposer un dépistage des cancers du sein. Le plan France Ruralité du gouvernement prévoit, d'ailleurs, le lancement de cent « médico-bus » avec des équipes de spécialistes envoyés dans des zones reculées et difficiles d'accès. Le mouvement Bouge ton CoQ, initié en 2020, a, pour sa part, lancé le dispositif Médecins solidaires : un système de roulement de médecins dans les villages.

La sociabilisation et le travail, qui vont parfois de pair, figurent aussi en bonne place parmi les enjeux liés à la fracture territoriale. D'où la nécessité de soutenir la création d'activités commerciales ou associatives, de commerces ou de tiers-lieux qui peuvent comprendre des recycleries, des fablabs (« laboratoire de fabrication » ouvert au public où différents types d'outils sont mis à sa disposition) ou des espaces de coworking (espace partagé qui permet d'avoir un lieu de travail flexible). Dans le Pas-de-Calais, l'association La Chartreuse de Neuville a investi un édifice patrimonial de 18 000 mètres carrés pour y déployer un chantier d'insertion professionnelle, un centre culturel, des résidences d'artistes, un incubateur de projets, ou encore, une boutique, avec l'objectif de favoriser les brassages de populations. À Arvieu, village aveyronnais perché à 800 mètres d'altitude, les habitants ont créé un espace partagé de 1 000 m² qui inclut un vaste coworking, une médiathèque, une agence postale et même une salle de spectacle ! Bouge ton CoQ coordonne aussi un programme intitulé Mon Epi, qui a déjà permis l'ouverture de 150 épiceries associatives en zone rurale.

Rouvrir des lieux de vie

Depuis 2018, dans le quart sud-est de la France, la foncière rurale et coopérative immobilière Villages vivants accompagne la réouverture de lieux de vie, marchands ou non, en tant que bailleur. Au total, elle a déjà investi 9 millions d'euros (issus de l'épargne citoyenne solidaire, de l'État, de la Caisse des Dépôts et Consignations, des banques et des fonds d'investissement de l'Économie Sociale et Solidaire) et contribué à ouvrir plus d'une vingtaine d'espaces,

Des associations et des collectivités ont imaginé des cabinets médicaux itinérants qui vont à la rencontre des habitants des zones rurales.

ce qui a entraîné la création de près de soixante-dix emplois. « Ça va de la reprise d'une auberge ou d'un hôtel-restaurant, comme l'Auberge de Boffres en Ardèche et l'Hostel Quartier Libre dans le Vercors », détaille Thibault Berlingen, responsable de l'accompagnement des territoires Villages Vivants.

La foncière a aussi donné naissance à des ressourceries, à des épiceries coopératives ou associatives, à des petites unités de production comme des brasseries artisanales et à des espaces de vie sociale réservés aux échanges non marchands (par exemple, de la couture contre un cours de langue). Les locaux sont acquis par la foncière, puis elle les rénove, les met aux normes et les loue à des porteurs de projets sélectionnés en amont, dans le cadre de baux à loyers progressifs, pour favoriser la phase de démarrage. Que les bâtiments concernés soient des petits locaux de quelques mètres carrés avec des vitrines sur la rue ou des propriétés s'étendant sur plusieurs centaines de mètres carrés, ce qui importe à la foncière, c'est qu'ils soient cohérents avec le projet, et que le loyer escompté soit raisonnable au regard des activités envisagées. Villages Vivants s'est beaucoup inspiré du modèle de Terre de Liens, dédié à l'investissement solidaire agricole. Depuis, d'autres foncières du même type ont vu le jour dans l'Hexagone, à l'image de Bien Commun, à Toulouse, et celle lancée par l'Association Territoires et Innovation Sociale (ATIS) en Nouvelle-Aquitaine.

Lutter contre l'obsolescence programmée

Cyril Noury a 38 ans et, en quelques mois, il a acquis une certaine notoriété. Régulièrement invité dans les journaux télévisés et les émissions de radio, il a également participé au programme *Mission*

Réparation sur RMC Découverte. Il faut dire que son entreprise, Informa'Truck, lancée il y a un peu plus de deux ans, fonctionne à plein régime car elle répond à un besoin répandu dans les campagnes : le dépannage informatique et électronique. Sa vingtaine de salariés, uniquement des travailleurs handicapés, sillonne les routes de France (principalement dans les départements du nord, pour l'instant) pour permettre aux habitants de rester connectés tout en luttant contre l'obsolescence programmée. « Aujourd'hui, on couvre tout ce qui est ordinateurs, tablettes, téléphones et consoles de jeux », développe l'entrepreneur. Les camions stationnent toutes les semaines, pendant une demi-journée, sur les parkings des supermarchés (Intermarché, Auchan, Cora, Carrefour et Lidl, pour l'heure), ce qui présente l'avantage, pour la clientèle, de pouvoir déposer son matériel à réparer et de le récupérer après avoir fait ses courses. Cyril Noury assure que le taux de réparation chez Informa'Truck est supérieur à 80 %. « On a un peu plus de mille pièces détachées dans le camion, donc ça nous permet quand même de couvrir pas mal de pannes différentes », poursuit-il. L'entreprise étant labellisée QualiRépar, les clients peuvent bénéficier d'une aide de l'État allant jusqu'à 50 euros pour les interventions sur les ordinateurs. Bientôt, l'équipe va s'agrandir et augmenter sa flotte de camions pour couvrir un plus grand nombre de départements. Et les services vont s'étendre au petit électroménager portatif comme les aspirateurs balais et les micro-ondes. Informa'Truck a aussi noué des partenariats avec des municipalités, Emmaüs Connect et des CNFS (Conseillers numériques France services) afin de s'adresser à un maximum de personnes. Encore une preuve que, même s'il reste encore du travail, ça bouge déjà dans les campagnes. ●

*INSEE PREMIÈRE, N° 1948, 25 mai 2023

Portfolio

Le ciel, le soleil, et la mer

Photos Nathalie Bardou / SPF





Chaque été depuis plus de quarante ans, le Secours populaire organise une cinquantaine de « journées des oubliés des vacances » pour les enfants privés des joies de la plage. Ainsi, grâce à la mobilisation des bénévoles, 5 000 petits Franciliens ont pu, comme tous les étés, sauter, courir, rire, pique-niquer et nager le temps d'une escapade en Normandie. Leur sourire est un encouragement pour demain.



Si vous aussi vous souhaitez soutenir l'action du Secours populaire, flashez ce QR code avec votre téléphone.





Le

temps

de

l'échange

P. **65**

Rencontre

Dialogue entre les sportives
Lauren Rembi et Coraline
Bergeron

P. **70**

Grand entretien

Rencontre avec
l'actrice Noémie
Merlant

Face à Face

Photos Philippe Lévy pour Vous!

**Lauren
Rembi**
(escrimeuse)

**Coraline
Bergeron**
(para-badiste)





« Atteindre ses objectifs, c'est ressentir de la fierté. Et la fierté, ça émancipe. »



Lauren Rembi et **Coraline Bergeron** sont toutes deux des sportives de haut niveau et membres de l'équipe de France. La première, en escrime, a déjà goûté à l'olympisme, la seconde, en para-badminton, pas encore, mais toutes deux ont déjà un sacré palmarès national et international. Le temps d'une rencontre, entre deux compétitions qualificatives pour les JO, elles ont posé épée et raquette pour évoquer les questions d'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport.

Par Vincent Berthe



Pour la première fois dans l'histoire des Jeux, une stricte parité est instaurée cette année entre athlètes. Cela aura pris 128 ans... Qu'avez-vous ressenti à cette annonce ?

Lauren Rembi : De la joie, forcément. Surtout si l'on a la conviction que le sport est un moyen d'émancipation pour les femmes. On ne va pas se mentir, il reste beaucoup de chemin à parcourir. Mais cette étape symbolique me paraît quand même très importante. Et en plus, cela se passe à Paris, c'est un joli bonus...

Coraline Bergeron : Oui, c'est chez nous, c'est une petite fierté tout de même. Et je te rejoins aussi sur le rôle que peut jouer le sport pour aller vers plus d'égalité entre les femmes et les hommes. Me concernant, après ce que j'ai vécu¹, le sport a été ma résilience. Il m'a boostée après mon amputation et c'est toujours le cas à la perspective des JO. La reconnaissance du sport féminin progresse même si la couverture médiatique est encore très déséquilibrée.

En revanche, les Jeux paralympiques ne seront pas paritaires. L'organisation explique cette décision par le grand nombre de catégories différentes en fonction des handicaps et le fait que dans certaines catégories, il n'y aurait pas assez de femmes ou d'hommes. Cela vous paraît-il justifié ?

CB : Dans ma discipline, répartie selon 6 types de handicap, il n'y a pas de filles en wheelchair 2, la

deuxième catégorie de joueurs en fauteuil roulant. Et c'était aussi le cas – jusqu'à récemment – de la classification SU5, qui concerne une déficience des membres supérieurs ou des SH6, où concourent les joueurs de petite taille. Cet argument ne me paraît donc pas infondé. Mais il souligne l'importance de mener des campagnes de sensibilisation, pour faire découvrir toutes les activités sportives possibles aux femmes en situation de handicap.

LR : Le nerf de la guerre, ce sont les médias. Le CIO (*Comité international olympique, ndr*) peut mettre tout ce qu'il veut en place, multiplier les actions symboliques, mais si personne ne les relaie, cela n'entraînera pas de réels changements. En tant que sportives, nous voyons bien les efforts accomplis pour améliorer la parité. C'est le cas avec ma fédé qui essaye de mettre en avant aussi bien les escrimeurs que les escrimeuses. Or, quand tu ouvres le journal après une compétition, les photos en grand sont pour les garçons et celles en tout petit pour les filles.

Les Jeux sont l'une des rares occasions où les athlètes féminines peuvent faire autant la une de l'actualité que leurs homologues masculins. Cette visibilité est-elle essentielle pour dynamiser la pratique sportive féminine ?

LR : Il suffit de voir le nombre d'enfants qui s'inscrivent dans les clubs après chaque médaille olympique pour comprendre la portée de l'événement. Le sport, ce n'est pas que de la performance, c'est aussi de la santé, du loisir, du plaisir. Mais on ne peut pas et on ne doit pas tout miser là-dessus. Car le soufflé retombe vite...

C'est-à-dire ?

LR : Cela fait plus de dix ans que je suis au haut niveau, je n'en suis pas à ma première olympiade et à chaque fois, c'est pareil. L'année juste avant les Jeux, c'est beaucoup d'engouement, des financements, de couverture médiatique. Tout s'emballe mais c'est presque trop tard. Les athlètes ont entamé leur préparation olympique bien avant et entre-temps, faute d'accompagnement ou de moyens, certains ont fini par lâcher...

CB : On a toutes le même sentiment. L'année de la qualif, tout le monde s'active subitement. Sauf qu'être en mesure de remporter des médailles, cela ne se construit pas en un an. Mon entraîneur Nabil Lasmari, qui a fait les Jeux en 2008 me l'a confié souvent, il lui a fallu dix ans pour être prêt.

LR : Selon moi, ce n'est pas une question de genre. Cela dépend de chaque athlète. Je ne me vois pas, d'ailleurs, comme un porte-étendard du sport féminin, je ne me dis pas que mes résultats aux JO peuvent aider la féminisation du sport. Je n'ai pas cette influence... Je n'ai que 4 000 abonnés sur Instagram ! (*rires*)

CB : C'est toujours mieux que mes 1 500 followers ! (*rires*)

Si la parité progresse au sein des délégations d'athlètes, un chiffre demeure néanmoins décevant : seules 13% des coachs olympiques étaient des femmes à Tokyo en 2021...

CB : Pour le coup, le coach de l'équipe nationale de para-badminton est une femme, Sandrine Bernard. J'adore m'entraîner avec elle : elle a un gros caractère et sait me mettre des coups de pied au cul. Mais c'est vrai que la plupart de mes autres entraîneurs étaient des hommes...

LR : Le sport est à l'image de la société. On parle ici de postes à responsabilités qui exigent une grande disponibilité. La réflexion est toujours la même : choisir une femme, c'est accepter qu'elle tombe enceinte, qu'elle fasse moins de concessions sur sa vie privée, qu'elle soit moins encline à être en déplacement... Des clichés d'un autre temps, même s'il faut reconnaître que moins de femmes que d'hommes postulent à des postes de coach.

Qu'un homme ou qu'une femme vous entraîne, qu'est-ce que cela change ?

LR : Un point particulier, celui des règles. Un homme a toujours du mal à comprendre ce que nous vivons à ce moment-là. D'autant que dans un groupe d'une dizaine de filles, chacune le vit diversement. Dans ces cas-là, il n'est pas rare que l'entraîneur imagine que certaines jouent un peu la comédie.

CB : D'un mois à l'autre, ton corps réagit différemment. On ne décide pas, on subit. Cette problématique leur échappe. Et puis, il y a aussi la question de la pudeur...

LR : Certaines ont du mal à en parler, préfèrent se prendre des reproches de la part des coachs, même si c'est injuste. Mieux vaut donc avoir une femme dans l'encadrement. Ou des hommes ayant suivi une formation, qui savent comment adapter leur entraînement ou leur préparation le jour d'une compétition.

CB : C'est de plus en plus le cas. Il y a davantage d'informations de la part de nos instances sportives. Sur ce point, on constate une évolution positive.

Vous voyez d'autres changements favorables depuis vos débuts au haut niveau ?

LR : Les sponsors. Auparavant, à l'exception des filles qui avaient un gros palmarès, les autres n'avaient pas de contrats de sponsoring. La donne a changé. En escrime, nous avons presque plus de facilités à obtenir des partenariats que les garçons. Les réseaux sociaux et la visibilité qu'ils apportent ont un rôle dans ce basculement.

CB : Parmi mes sponsors, certains m'ont clairement indiqué qu'ils souhaitaient accompagner une femme et offrir plus de visibilité aux parasports. Cela correspond aux valeurs que beaucoup d'entreprises entendent défendre aujourd'hui.

LR : Il y a néanmoins des différences de traitement selon les disciplines. Je pense notamment aux sports de combat, où les athlètes féminines sont moins mises en avant que leurs homologues masculins.

« N'en déplaie à certains, une femme peut faire du rugby ou de la boxe ou de l'haltérophilie. »

Coraline Bergeron

Dans leurs rapports avec les sponsors, les fédérations ont tendance à favoriser leurs champions plutôt que leurs championnes. Cela peut aussi se faire sentir sur l'accompagnement des athlètes. Lors d'une précédente compétition, je ne préciserai pas laquelle ni dans quelle discipline, l'encadrement avait réservé des billets en première classe pour les athlètes de grande taille, histoire qu'ils aient de la place, mais pas pour les filles, tout aussi grandes. Voilà le genre de situations que l'on observe.

Et vos rapports avec la presse ?

LR : La différence de traitement est nette. Je me souviens notamment de cet article sur Ysaora Thibus lors de son titre de championne du monde de fleuret en 2022, où une partie du papier était consacrée à sa relation avec un autre escrimeur (*Race Imboden, fleurettiste américain, ndr*). Dans l'autre sens, cela n'aurait jamais été le cas. Elle venait juste de gagner le titre et son histoire d'amour n'avait rien à voir avec sa performance. Les journalistes ont tendance à faire ce lien dès qu'il s'agit d'une athlète féminine.

CR : Et quand ils n'évoquent pas leur vie privée, ils s'épanchent sur leur physique...

LR : Ou sur leur état émotionnel. Si une sportive fait une dépression, l'information est mise direct en avant. Moins si cela concerne un homme... Parce qu'un homme, c'est censé être solide.

CR : C'est un ressenti partagé par toutes les athlètes femmes, quelle que soit leur discipline. Les résultats sportifs sont volontiers relégués au second plan.

On a parlé du haut niveau, mais qu'en est-il du sport loisir en termes de parité ?

LR : Lorsque je fais des rencontres avec des scolaires et que je demande qui fait du sport, il est très rare de voir des filles lever la main, surtout à partir du collège. Je pense que c'est notamment lié à la puberté, à ce corps qui change si soudainement. Je me souviens de ne pas avoir bien vécu cette période. Je ne me sentais pas bien dans mon corps. Et dans ces moments-là, c'est vraiment dur de pratiquer une activité

physique. Heureusement, à l'époque, mes parents m'ont « forcée » à ne pas lâcher et je les en remercie aujourd'hui.

Un peu de politique-fiction : vous êtes nommée ministre des Sports et de la Jeunesse. Votre première décision pour promouvoir le sport féminin ?

CB : Une vaste campagne de promotion du sport auprès des femmes de tous âges. Il faut montrer au plus grand nombre qu'elles ont le choix et pas seulement dans les disciplines dites féminines. N'en déplaie à certains, une femme peut faire du rugby, de la boxe ou de l'haltérophilie ! Et je réfléchirais également à un aménagement des horaires des clubs sportifs pour permettre aux femmes ayant des enfants de pratiquer plus facilement.

LR : Je mettrais en place une réelle politique favorisant l'accès des jeunes aux activités sportives. Un truc un peu plus ambitieux qu'un chèque-cadeau

de 100 euros... Et en redoublant d'efforts sur l'accompagnement des jeunes filles pour éviter qu'elles décrochent au moment de l'adolescence. L'école ne peut à elle seule remplir ce rôle. Et je mettrais aussi l'accent sur le renforcement de la sécurité au sein des associations sportives. Il faut que les éducateurs sportifs soient au-dessus de tout soupçon, il faut instaurer plus de confiance et de sérénité. Beaucoup de parents hésitent à laisser leur fille faire du sport par peur d'agression sexuelle.

En début d'entretien, vous avez évoqué, toutes deux, le sport comme un moyen d'émancipation des femmes, qu'entendez-vous par là ?

CB : Suite à mon agression¹, me lancer dans le para-badminton m'a permis d'accepter mon nouveau corps, de me le réapproprier. J'ai pu faire le deuil de ma jambe très rapidement, j'ai réussi à accepter mon handicap, à me dire que la vie n'était pas finie. Le sport, d'une manière générale, est hyper important en termes de santé et d'équilibre psychologique. C'est une forme d'affirmation de soi...

LR : Cela t'aide à t'imposer, à dire « non », à dire « je mérite ». Atteindre ses objectifs, c'est ressentir de la fierté. Et la fierté, ça émancipe, ça reconstruit, ça donne confiance en soi. On connaît sa propre valeur et in fine, on n'est plus à même de refuser certains comportements. ●

¹ En juin 2017, Coraline Bergeron a été renversée par la voiture de son ex-compagnon. Grièvement blessée, elle a dû être amputée de la jambe droite. Son agresseur a depuis été condamné par la justice.

« Un homme a toujours du mal à comprendre ce que nous vivons en période de règles. »

Lauren Rembi



Grand entretien

Noémie

Merlant

Actrice engagée révélée dans *Portrait de la jeune fille en feu*, Noémie Merlant passe aussi derrière la caméra pour défendre les causes qui lui sont chères. Entre ses tournages de fictions, elle prépare un documentaire sur sa famille, sous le signe du courage des aidants.

Texte Victoire Radenne

« Ma mère se donne du sens dans ce qu'elle fait, mais je ne blâme pas les aidants qui abandonnent. »

Le premier coup de projecteur c'est dans le monde du mannequinat qu'elle le reçoit, à 17 ans. Quelques années plus tard, lassée d'être une image figée tourmentée par les injonctions physiques, elle se révèle une comédienne ultra talentueuse dans les films de réalisatrices qu'elle admire, comme Céline Sciamma, qui lui offre dans *Portrait de la jeune fille en feu* en 2019 le rôle qui va lancer sa carrière, ou Audrey Diwan, pour qui elle va bientôt être une Emmanuelle d'un tout nouveau style. En 2021, elle devient réalisatrice elle-même avec le film remarqué *Mi iubita mon amour*. Pourtant, en dehors des plateaux de cinéma, Noémie Merlant mène une vie parfaitement normale, oublie souvent qu'elle est célèbre et garde ses convictions chevillées au corps. Nous la retrouvons dans le froid du mois de janvier au Quartier rouge, un petit bar de quartier dans le XXe arrondissement, simple et chaleureux. À son image.

Le public vous connaît surtout depuis votre révélation au Festival de Cannes en 2019. Ce qu'on ignore davantage, c'est votre engagement sur la question des aidants, depuis l'AVC de votre père. L'AVC de mon père remonte à 2009. Depuis ce jour, ma mère s'est occupée de lui 24 heures sur 24, sans accompagnement financier ni psychologique. Ils étaient tous les deux agents immobiliers et ont dû soudainement arrêter de travailler. On était déjà une famille modeste, mais là, du jour au lendemain, il n'y a plus du tout de revenus. Ils perdent leur logement et s'installent chez moi, dans mon petit studio parisien. C'est tumultueux, mais tu n'en veux à personne, même pas à celui qui gueule. Mon père dépend des autres, ma mère est épuisée, elle perd parfois patience. Elle n'a jamais vacillé, mais c'est important de rappeler que le surmenage des aidants peut amener à des cas de maltraitance. Peu de gens savent aussi, mais les aidants meurent souvent plus tôt que les aidés.

En 2015, vous décidez alors d'introduire une caméra lors du repas de Noël pour documenter le quotidien de votre famille. Que cherchez-vous ?

En 2015, je suis en plein tournage du film *Le Ciel attendra* de Marie-Castille Mention-Schaar, je ne gagne pas encore ma vie en tant qu'actrice. Les choses sérieuses vont commencer pour moi. Cette année-là, je décide de prendre ma caméra et de filmer ce repas de Noël si particulier, où ma mère, entre deux repas donnés à mon père, répond aux questions existentielles de ma sœur, atteinte de troubles psychiques. Dans ce chaos, je trouvais qu'il y avait malgré tout beaucoup de joie, d'amour et d'humour bien que sur le papier, quand on parle de handicap et de maladie mentale, ça peut faire peur à tout le monde.

Dans le documentaire, on entend votre mère dire qu'aider est sa mission. Comment expliquez-vous son dévouement ?

Ma mère se donne du sens dans ce qu'elle fait, mais je ne blâme pas les aidants qui abandonnent. Il faut aussi entendre le discours de ceux qui partent. D'ailleurs, ce sont plus souvent les hommes qui partent après un accident de la vie dans le couple. C'est un sacrifice énorme. Et puis heureusement, ma mère est plutôt bonne en gestion administrative, parce que si on ne part pas à la pêche aux informations, et qu'on ne sait pas à quelles aides on a droit, on est seuls. Grâce à mon aide financière, aujourd'hui, elle souffle un peu plus. Mais la plupart des gens n'ont pas de quoi financer la prise en charge du handicap ou de la perte d'autonomie. C'est très injuste.

Vous avez vous-même été aidante à certaines périodes de votre vie ?

Je me souviens d'être encore très jeune dans ma tête et de me retrouver face à des responsabilités qui me dépassent. La veille, tu vois ton père dans le coma, le jour d'après tu dois lui faire prendre sa douche, l'emmener aux toilettes, dormir auprès de lui. C'était lunaire, mais je n'avais pas le choix. Tout le monde fait ce qu'il peut.

Pour l'instant, à quoi ressemble ce documentaire ?

C'est très artisanal, je filmais un peu à l'arrache à cette époque, mais je trouve que la forme est au profit du fond : c'est brut,



sans artifices, on est plongés au cœur de ma famille, la vraie. Je continue à filmer depuis 2015, c'est intéressant de raconter l'évolution de l'AVC de mon père, la fatigue qui s'accumule pour ma mère, la manière dont la routine familiale s'est réorganisée. La suite est encore à construire, je dois trouver des fonds pour finir le montage et la postproduction. Plus tard, j'adorerais le présenter dans des festivals de documentaire.

En interview ou dans vos rôles au cinéma, vous n'avez pas peur de mettre le sujet de la santé mentale sur la table. C'est un sujet qui compte pour vous ?

Je dédramatise rapidement le truc, je dis ouvertement que je prends des antidépresseurs par exemple, que j'ai essayé toutes les thérapies possibles et imaginables, et que ça a changé ma vie, en mieux ! Souvent, les gens réagissent très bien, me parlent de leurs antidépresseurs préférés. (rises) Mais c'est vrai que ça peut encore provoquer de la gêne. Ça dépend, c'est hyper générationnel, je pense.

© RENAUD BROUICHEZ

Vous avez été mannequin avant d'être comédienne. Qu'est-ce que vous en gardez ?

Ça m'a bien détraquée. Je suis entrée dans le monde du travail par le mannequinat quand j'avais 17 ans. Commencer par de la maltraitance, en étant un objet ou de la viande pour des produits et des marques, ça provoque tout un tas de choses comme des troubles du comportement alimentaire, d'où ma boulimie pendant des années. Malheureusement, ce sont des secteurs qui sont dominés par des schémas de pensée dont personne ne se défait depuis des décennies. Sans parler des risques constants d'agressions sexuelles sur les shootings et la pression pour nous encourager à maigrir. On peut résumer ça à une espèce de passage à tabac qui dure tant que tu t'accroches au métier. Tout ça pour parfois être payé en vêtements !

Du Festival de Cannes aux retrouvailles en famille, comment se déroulent les allers-retours entre vos deux vies ?

Sincèrement, j'oublie souvent que je suis célèbre. Quand je prends le métro, ça me fait bizarre, des gens m'arrêtent et

je reviens sur terre. Je réalise seulement quand je suis nommée dans les grands festivals de cinéma, ou en soirée. Mais c'est important d'oublier qu'on est connu. Si j'étais focalisée sur ma célébrité, je n'arriverais pas à écrire sur les choses qui m'entourent et me touchent. Ma famille me permet aussi de garder les pieds sur terre. On est très proches, très soudés. Mon métier d'actrice, c'est grâce à eux que je le fais, et je pense que ça leur apporte du bonheur. Ça les occupe, ils ont des choses à raconter à leurs amis, ça les sort de leur quotidien. D'ailleurs, ils collectionnent toujours les magazines dans lesquels ma tête apparaît. Je puise aussi mon inspiration auprès d'eux, notamment ma sœur et ma mère, qui ont une énergie particulière.

Dans *L'Innocent*, *Portrait de la jeune fille en feu*, *Les Olympiades* ou votre propre film, vous jouez des personnages qui traversent des histoires d'amour modernes, qu'on a encore peu vues au cinéma. Pour vous, ça représente quoi le couple aujourd'hui ?

Je ne sais pas s'il y a une vision unique mais personnellement, je déconstruis beaucoup les mythes romantiques du sauveur et du sauvé, de la rivalité féminine pour un garçon et de la possession du corps de l'autre. On devrait en finir avec la toxicité, la jalousie, le conflit : ce n'est pas sexy ou digne d'une grande histoire d'amour. Une relation apaisante et respectueuse l'est beaucoup plus. Pareil avec les histoires d'amour sans sexe, je pense qu'il faudrait désacraliser l'amour charnel. Alors que je suis jeune, j'ai parfois perdu ma libido, notamment après avoir déconstruit tous les mécanismes de violence qui peuvent se nicher dans les relations sexuelles. Ma plus belle histoire d'amour, ce sont mes copines. Et avec mon vrai copain, on est amis avant tout.

On entend souvent dire que vous êtes une actrice engagée. Ça signifie quoi à vos yeux ? C'est un terme très large. Pour moi, être engagée, c'est être présent aux choses, aux autres, à soi, donner du sens à ce qu'on fait, essayer de se connecter les uns avec

« S'entourer de femmes sur les plateaux de tournage m'offre le plaisir de pouvoir être moi-même beaucoup plus souvent. En tournant avec des hommes, on se retrouve parfois à jouer un rôle pour les hommes, pas pour soi. »

les autres. Le cinéma peut aider et être le début de prises de conscience importante. Depuis des générations, on passe notre temps à imiter les images vues dans la publicité, à la télévision, dans les salles de cinéma. Si ces représentations changent, je me dis qu'on peut tous mimer des choses meilleures.

Vos engagements dans la vie et le fait d'être égypte pour Vuitton sont-ils compatibles ?

L'être humain est plein de contradictions et c'est bien de le rappeler. Je suis très heureuse de travailler avec Nicolas Ghesquière – directeur artistique des collections Femme chez Louis Vuitton –, car on voit dans ses créations à quel point il est important pour lui de mélanger les genres par exemple. Et moi, grâce à cet argent, aujourd'hui, je peux aider ma famille. Je peux aussi réaliser mes propres films, parce que je deviens indépendante financièrement. Ça me permet de me concentrer sur les films qui abordent des sujets que je veux vraiment défendre.

Vous dites que le cinéma vous aide à affronter vos angoisses. Racontez-nous.

Dans la vie, je ne parle pas énormément, je ne pleure pas vraiment non plus. Ce sont mes personnages qui m'aident à sortir plein de choses. Dans le quotidien, j'ai parfois l'impression d'étouffer, de ne jamais savoir comment gérer les rapports humains. Dans un film, je sais ce que j'ai à dire, ce qu'il faut que je fasse. Je suis comme dans un cocon. Il y a un cadre, mais un cadre que j'ai choisi. Je ne suis pas en train d'errer à faire n'importe quoi. (rires) Et du coup, je suis dans l'instant présent, je suis dans le travail, je ne suis plus polluée par mes peurs.

Le fait d'être dirigée par des femmes vous a-t-il aidée à devenir l'actrice que vous êtes ?

S'entourer de femmes sur les plateaux de tournage m'offre le plaisir de pouvoir être moi-même beaucoup plus souvent. En tournant avec des hommes, on se retrouve parfois à jouer un rôle pour les hommes, pas pour soi. On est concentrées sur leur regard, et donc on évolue vraiment jamais, car on ne sert qu'à l'autre. Avec les femmes, il y a souvent plus de partage, c'est plus enveloppant. Mais attention : il y a aussi des hommes réalisateurs avec lesquels je n'ai pas du tout ressenti ça.

Lorsque vous passez derrière la caméra, ce sont des choses que vous essayez d'appliquer quand vous dirigez les équipes d'un film ?

Je dialogue beaucoup en amont avec les comédiens. Je leur dis que s'il y a une scène qu'ils ne veulent pas faire, ils me le disent, et on trouvera d'autres solutions. Par exemple, une comédienne peut choisir le partenaire avec lequel elle va jouer une scène intime, parce que cela peut être délicat. Et souvent, c'est très vertueux, car ils vont plus loin dans leur jeu, ils peuvent donner beaucoup plus grâce à la confiance sur le plateau, et tout le monde est content.

Parlez-nous de votre dernier projet en date.

Je suis en plein montage de mon film *Les Femmes au balcon*, coécrit avec Céline Sciamma, qui sera en salles en 2024. Il raconte l'histoire de trois femmes, dans un appartement à Marseille en pleine canicule. C'est un film d'horreur sanglant et comique avec une patte délurée et féministe! ●



Noémie Merlant en tournage

Ursula, une femme résiliente

Par Marie Buboïs

Amputée des deux jambes après un accident à l'adolescence, **Ursula** n'a jamais laissé son handicap lui gâcher l'existence, bien au contraire. Sa vie, racontée en bande dessinée, est un modèle d'accomplissement et de dépassement de soi.



URSULA A PERDU SES DEUX JAMBES LORS D'UN ACCIDENT DE TRAIN. AUJOURD'HUI, À 47 ANS, ELLE EST MARIÉE ET MÈRE DE DEUX ENFANTS.

Avec mes prothèses, il faut vraiment avoir l'œil pour remarquer mon handicap.

On peut noter un léger boitement quand je marche ou alors mes chevilles qui restent à 90° quand je suis assise.

J'ai grandi à Menton, une ville tranquille près de Nice. Tout a basculé le 17 décembre 1994. Je viens tout juste d'avoir 18 ans et avec des copines, on décide d'aller à Monaco pour faire la fête.

C'est partiii!

Comme on n'a pas beaucoup d'argent, il est fréquent qu'on ne paye pas nos billets. On a notre petite technique.

Billets, s'il vous plaît.

Quand on voit arriver les contrôleurs...

On descend et quand le train redémarre, on court jusqu'à un wagon déjà contrôlé.

VITE!

Mais cette fois, mes potes sont à la traîne. Moi, je suis déjà sur le marchepied. Une copine tire sur mon pull pour me faire redescendre.

Je bascule sous le train!

VRRRR CRIIIIIIII

Quand je me relève, je vois mes jambes écrasées...

plates au niveau des chevilles.

J'ai froid, terriblement froid.

Mes potes me recouvrent de doudounes.

Une fois installée sur la civière, les pompiers emportent mes pieds dans une glacière.

Là, je perds connaissance.

Je me réveille deux jours plus tard.

il faut qu'on parle.

Il n'y a pas de grande surprise. J'avais vu mes jambes. Ils ne pouvaient pas les «recoler».

Je veux juste savoir si je vais remarcher.

Mais, au sujet de l'accident...

Mes pieds vont repousser? Non!

Est-ce que je suis morte? Non!

Alors répondez-moi: Est-ce que je pourrai remarcher? Euh...oui.

Mon calme les surprend.

Ok.

Alors on va s'accrocher à ce «oui».

Ce n'est pas du courage, mais de l'instinct de survie!

Bien sûr, il y a des moments où tu sanglotes dans ton lit.

Tes potes viennent et repartent. Toi tu restes là.

À quoi va ressembler ma vie? Est-ce que je vais toujours plaire aux garçons?

J'étais à peine adulte.

Une fois cicatrisée, il y a la rééducation et les prothèses. Au début, je peux juste me lever.

J'ai le vertige!

C'est normal. Tu dois tout réapprendre.

Essayage, moulage, réglages... l'ajustement des prothèses est très subtil et il est dur de transmettre ses impressions.

Un peu trop...souple?

Je suis trop...en avant.

Ça prend beaucoup de temps.

En attendant, je me déplace en fauteuil. Je me suis rarement soucée du regard des autres, alors je recommence à faire la fête.

Le reste du temps, je suis encore en centre de rééducation.

Les profs ne me lâchent pas.

On révisé les maths?

Grâce à eux, mes études n'ont pas déraillé et j'obtiens mon bac avec mention assez bien!

Mes études se poursuivent comme prévu... presque. À l'époque en 95, on ne parle pas d'accessibilité.

Lettres Modernes, vous êtes sûre? Vous ne voulez pas plutôt faire du droit? ils ont un ascenseur dans leur bâtiment?

Mais je suis du genre persévérante.

Je fais mes études «en distanciel» avant que ça existe.

Une copine me file ses cours.

il n'y a que le jour des examens, où les profs me découvrent.

J'adore lire, surtout les magazines de cinéma.

Peut-être que je pourrais être journaliste?

Après un Deug en lettres classiques puis en philo, je décide de me lancer.

À 30 ans, je me sens prête à affronter la «grande ville».

Bye bye Menton! À moi, Paris!

J'arrive à reprendre le train.

J'ai adoré! Petit à petit, je deviens journaliste culturelle. J'écris des critiques de films, j'assiste aux avant-premières, je mène des interviews...



Comme mon handicap ne se voit pas, il y a toujours un moment «révélation».

Souvent c'est quand j'invite des ami-es car, quand je suis chez moi, je ne porte pas mes prothèses (juste des genouillères). Alors je prévien avant par sms.

Au fait, chez moi je me balade à genoux car je n'ai pas de jambes.

Ok. À ce soir.

Je rencontre mon compagnon, et rapidement je tombe enceinte.



On décide de revenir habiter à Menton.

La maternité se déroule sans problème.



car sans mes prothèses, je mesure 1m20.

Comment le reposer dans son lit sans lui claquer la tête sur les barreaux?



Pourquoi t'as pas de pieds? Ça t'embête pas? Non, je mets mes prothèses comme d'autres mettent des chaussures.



Quand on parle de handicap, on pense «empêchement» mais il n'y a pas beaucoup de choses qui m'empêchent.

Ok, on passe à la position de la chauve-souris!



J'adapte et je m'adapte.



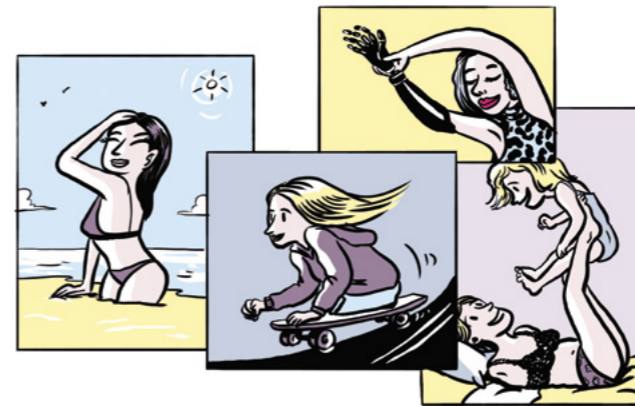
Je n'utilise pas les mêmes procédés mais j'invente les miens.

Quand les gens me voient souriante, ça les bouscule.



Je ne correspond pas à l'idée qu'ils se font du handicap.

Heureusement, les mentalités et les représentations évoluent. Sur les réseaux sociaux, on voit de plus en plus de corps handicapés joyeux et sains.



Cette visibilité fait du bien à tout le monde...

c'est la preuve que l'on peut être heureux dans un corps qui n'est pas parfait.



Macif Dubois



Et si vous nous racontiez à votre tour votre histoire?

Partagez votre témoignage en scannant ce QRcode!

Pour joindre la Macif

Besoin de précisions sur votre contrat, sur la déclaration ou le suivi d'un sinistre en cours ou un besoin d'assurance ?

Je téléphone à la Macif :

09 69 39 49 49 (appel non surtaxé)

Du lundi au vendredi 8h-20h. Le samedi 9h-17h.

J'écris à la Macif : MACIF - Service Client Contrat CS 50000 - 79079 Niort Cedex 9.

Et par Internet: macif.fr ou application mobile

Je rencontre mon conseiller: pour connaître l'agence la plus proche de chez vous



L'assistance

Besoin d'assistance en cas de panne, de vol ou d'accident ?

(service accessible selon le contrat Macif souscrit)

En France: **0 800 774 774** Service & appel gratuits

À l'étranger: + 33 5 49 774 774

(coût selon pays et opérateur)

Macif assistance, 24h/24, 7j/7

Personnes sourdes et malentendantes

Si vous êtes sourd ou malentendant: macif.fr/sourds-malentendants

0 800 39 39 51 Service & appel gratuits

Sourdligne par webcam, tchat ou LPC

Personnes aveugles ou malvoyantes

Si vous êtes aveugle ou malvoyant:

HandiCaPZéro

Possibilité de recevoir toute documentation en caractères agrandis et en braille

Engagez-vous!

En soumettant un projet associatif à la Fondation Macif
www.fondation-macif.org

En relevant ou en proposant un défi solidaire via Diffuz, le réseau des actions bénévoles
www.diffuz.com

Les réseaux sociaux

- Facebook: @MacifAssurances
- Instagram: @macifassurances
- LinkedIn: @macif
- TikTok: @macifassurances
- YouTube: @MacifAssurances

Baromètre qualité

La Macif vous écoute et votre avis compte

Vous êtes nombreux à répondre à nos enquêtes, et grâce à vos retours nous poursuivons nos actions d'amélioration:

80,5% de nos clients sont satisfaits de la qualité des services de la Macif.

90,6% d'entre vous soulignent la qualité des conseils apportés en agence.

87,3% de nos clients sont satisfaits de la simplicité des opérations en ligne sur macif.fr.

90,7% d'entre vous soulignent la qualité de la relation au téléphone.

*Source: Baromètre Expérience Sociétaires Clients, enquête auprès de 400 000 sociétaires en 2023

Le magazine *Vous! par Macif* a fait l'objet d'une attention particulière en matière d'éco-conception.



Les papiers intérieurs et de couverture sont issus de forêts gérées durablement et certifiés par la chaîne de contrôle PEFC. Le papier intérieur contient 55% de fibres d'origine recyclées. Le grammage (60 g) est volontairement limité. Les encres utilisées sont « blanches » à teneurs réduites en substances pétrolières et sans alcool, permettant le recyclage sans restriction de réutilisation des fibres.



Vous ne souhaitez plus recevoir votre magazine en format papier? Vous pourrez toujours le consulter sous format numérique.



Pas envie de conserver votre magazine une fois lu? N'oubliez pas de le recycler!

Illustrateurs

Simon Bailly, Khuan+Ktron, Marie Dubois, Mrs Bopapa, Kim Roselier

Photographes

Nathalie Bardou, Malou Charlotte Barck, Renaud Bouchez, Florence Brochoire, Guy Ferrandis, Philippe Lévy, Brian Reynaud

Impression

Agir Graphic
96, boulevard Henri-Becquerel,
BP 52207
Zone industrielle des Touches,
53000 Laval. certifié ISO 14001

ISSN: 3003-7727

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables.
Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

Vous! par Macif

Magazine édité par la Macif.
17/21, place Étienne-Pernet, 75015, Paris

Directeur de la publication:

Jean-Philippe Dogneton

Directeur éditorial: Alban Gonord

Directeur de la rédaction:

Philippe Mouchérat

Comité de rédaction: Christelle

Boudet-Zanon, Rémi Cerdan, Anne

Cosset, Laure Delair, Bertrand Delignon,

Laure Duquesne, Catherine Le Gac,

Philippe Mouchérat, Catherine Paccioni,

Claude Verne, Stanislas Watine

Rédaction So Press

Édition: Éric Karnbauer

Rédacteur en chef: Alexis Bernier

Journalistes: Vincent Berthe,

Barnabé Binctin, Ana Boyrie, Hélène

Brunet-Rivaillon, Élixa Covo, Gérome

Darmendrail, Constance Decorce, Amélia

Dollah, Pauline Ducouso, Victoire

Radenne

Direction artistique: Xavier Pouleau

Secrétaire de rédaction: Benoît Carretier

Rédaction Macif

Responsable du Pôle Brand activations & Social média: Jonathan Rodriguez

Responsable de la stratégie éditoriale:

Julie Protière

Rédacteur en chef: Stéphane Mauran

Coordinateur éditorial:

Daniel Pasquereau



La Macif,
c'est vous.

Novembre 2024 - Élections des délégués Macif

Faites entendre votre voix

Tous les quatre ans, vous pouvez élire vos délégués, qui seront vos représentants dans les instances de décision de la Macif et à vos côtés dans les territoires. Comme vous, ils sont sociétaires. À votre écoute près de chez vous, ils connaissent vos difficultés, vos besoins et vos projets.

Collectivement, ils participent aussi à des initiatives pour améliorer votre quotidien en matière de logement, de mobilité, de santé... Ils œuvrent pour votre avenir.

Retrouvez ici des témoignages de sociétaires déjà convaincus de mettre leur bulletin dans l'urne.

Deux sociétaires témoignent



« Je suis sociétaire à la Macif depuis plus de trente ans et je dois avouer que je n'ai pas toujours voté pour élire les délégués! Mais, ayant beaucoup d'engagements associatifs, je me suis aperçue au fil du temps à quel point il était important que des gens agissent autour de nous pour des causes qui en valent la peine. Plus nous serons nombreux à voter, mieux nous serons écoutés et donc mieux défendus. Concrètement, cela signifie que je vais participer en novembre! Si je pouvais inciter les autres sociétaires à faire de même, je dirais que lorsqu'on vous laisse la possibilité d'être représentés par des bénévoles de bonne volonté qui donnent de leur temps, il faut se saisir de cette chance. Respectons leur engagement: encourageons-les! Voter est un acte facile à accomplir et qui peut permettre d'initier de belles choses... »

Catherine, sociétaire depuis 1990

« Je vote, bien sûr, et je vais encore voter cette année. Je m'y astreins d'abord parce que le droit de vote est inscrit dans la constitution de la République et comme il l'est aussi dans les statuts de la Macif, on ne peut pas faire plus démocratique. Je sais que ce n'est pas "bidon" et que ceux d'entre nous qui se présentent pour être élus ne resteront pas les bras ballants. Il y a beaucoup de choses à faire et je pense, par exemple, aux dégâts liés aux intempéries ou à la sécheresse. Je vis dans le Sud et mon département est gravement menacé par ce problème. Les assureurs sont les premiers à être impactés parce qu'ils doivent supporter des coûts de sinistres énormes. Il est donc clair que la Macif est légitime pour réfléchir aux solutions possibles, avec l'ensemble de ses sociétaires, de toutes les générations. À travers le vote, on s'exprime, voilà, ce n'est pas plus compliqué! »

Gérard, sociétaire depuis 1998

Voter, rien de plus simple

Le scrutin se déroulera du 4 novembre au 1er décembre 2024. Vous pourrez voter par courrier avec une enveloppe « T » ou par Internet. Les modalités précises du vote vous seront communiquées.

Rendez-vous en novembre pour faire entendre votre voix!

ASSOCIATION NATIONALE HANDI SURF

Avec 150 structures labellisées et 300 éducateurs formés en France, nous permettons aux personnes en situation de handicap de pratiquer le surf



www.handi-surf.com



POUR EN SAVOIR PLUS SUR
NOS ACTIONS & ÉVÈNEMENTS

Association Nationale Handi Surf
Association loi 1901, SIREN 791080393
Siège social : 13 av. Raoul Follereau, 64100 Bayonne

Cette page est offerte par la Macif à une association qu'elle accompagne.